



L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

TOUT! est à nous

Dossier
TURQUIE
Chronique d'une révolte inattendue
Pages 6 et 7

n°199 – 13 juin 2013 – 1,20 €

www.npa2009.org

NO PASARAN



**Contre le racisme,
le fascisme et
l'extrême droite**

RESISTANCE

Mercredi 5 juin, Clément est mort assassiné sous le coup de poing d'un skinhead. Il n'est pas tombé dans une bagarre de rue ou dans une rixe. Il est mort parce qu'il a été identifié comme militant antifasciste par ses adversaires. Venu avec ses camarades à une vente privée, il a rencontré des skinheads, munis de poings américains... La suite, on la connaît.

En 2013, une bande de nazillons, aux tatouages et aux sigles fascistes, peut en toute impunité traverser Paris, faire ses courses, croiser des jeunes militants antifascistes et tuer en pleine rue. Clément est devenu malgré lui le symbole de cette régression inacceptable, contre laquelle précisément il avait décidé de lutter. Militant syndical à Solidaires étudiantEs, il était membre de l'Action antifasciste. Il y consacrait du temps, de l'énergie et de la constance. Discret, il était de toutes les actions pour que les nazillons ne se croient pas autorisés à occuper le pavé et les murs. Notre pensée va aux siens, à sa famille, ses parents particulièrement, et à tous ses camarades et frères de l'AFA.

Pour un nouveau sursaut

L'indignation s'est vite propagée: partout dans le pays, des rassemblements unitaires et des manifestations sont venus témoigner du fait que la peur ne devait pas changer de camp. L'histoire est là pour nous rappeler, il est indécent d'amalgamer ceux qui réagissent radicalement aux méthodes de l'extrême droite et les crânes rasés nazillons qui utilisent la violence comme moyen d'action pour imposer leurs idées racistes. L'un des moyens les plus dignes de célébrer la mémoire de Clément consiste à perpétuer son combat. La lutte antifasciste ne se résume pas à la posture d'un jour. Elle est une activité permanente,

SUITE PAGE 2



Agenda

14 juin, meeting avec Philippe Poutou, Marseille. RV à 19h au Centre d'animation Sénac, 6-8 rue Sénac, métro et tramway Réformés.

15 juin, fête du NPA 32 et des Anticapitalistes du Gers. À partir de 13h, grand méchoui à Castelnau-Barbarens. Plus d'infos et inscriptions: porteparole@npa32.fr

15 juin, manifestation nationale santé, Paris. RV à 13h, place de la Bastille, en direction de Nation.

15 juin, fête du NPA Saint-Denis (93) avec Christine Poupin. École Jules Guesdes, 8 rue du Corbillon. Accueil à 17h, projection du dernier documentaire de Ken Loach *L'esprit de 45* suivi d'un débat.

20 juin, réunion publique du NPA avec Christine Poupin, Saint-Pierre-des-Corps (37). RV à 20h30, salle de la Médaille, avenue de la République.

Week-end des 22 et 23 juin, mobilisations nationales contre l'extrême droite.

27 juin, réunion-débat «Face à la crise, quelle gauche?», NPA Paris 15^e. À 19 heures au Patronage Laïque, 61 rue Violet Paris 15^e, métro Commerce. Avec François Sabado, membre de la direction du NPA.

29 juin, marche des fiertés, Paris. RV à 14h à Montparnasse.

SUITE DE LA PAGE 1

l'objet d'un engagement collectif de chaque instant. Elle puise son élan dans les pages les plus sombres et les plus héroïques de notre histoire.

Au-delà des changements de périodes et des évolutions politiques, dont les mutations de l'extrême droite elle-même, ce combat nous invite à une nouvelle mobilisation. La mort tragique de Clément est une violente piqûre de rappel qui nous appelle à agir. Car Clément n'est pas mort que du coup de poing de son assassin. Il est mort aussi parce que l'air du temps prête au racisme, à la percée d'une extrême droite raciste, homophobe, antisémite, islamophobe. Les manifestations contre le mariage pour tous ont vu des débordements organisés régulièrement par toute cette petite galaxie nauséabonde, qui reprend confiance.

Vraies connivences et fausses solutions

Comme le ridicule, lui, ne tue pas, les réactions politiques n'ont pas dérogé au cynisme habituel. Serge Ayoub (alias «Batskin», chef des JNR dont la presse a relaté la proximité avec les skinheads) est venu dire aux caméras que les inculpés n'avaient rien à voir avec lui, qu'il venait juste de les avoir au téléphone – normal puisqu'il ne les connaît pas – et que ce n'était pas eux qui avaient commencé... Marine Le Pen a tout de suite dit qu'elle n'avait rien à voir avec Ayoub et d'ailleurs elle a eu l'occasion de lui dire lorsqu'elle l'avait rencontré : normal puisqu'elle ne le connaît pas ! Et NKM, elle, serait, d'après Debré, le «fer de lance de la lutte antifasciste» qui aurait toute sa place dans nos manifs... Bref, tout le monde est antifasciste.

La preuve : tout le monde est pour la dissolution de ces groupes. Jean-François Copé, comme Marine Le Pen, précisent même qu'il faudrait faire la même chose pour l'extrême gauche... La dissolution est une fausse bonne idée, inefficace puisque le groupe dissout reprendra une activité publique le lendemain sous un nom différent. La gauche, elle aussi, défend cette mesure. Jean-Marc Ayrault promet même de



Rassemblement en mémoire de Clément Méric, jeudi 6 juin, Passage Caumartin à Paris. PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

les tailler en pièces de cette manière... Si Ayrault souhaite rendre un tout petit service sincère à la cause, qu'il commence par ne pas tailler en pièces le mouvement antifasciste, en relaxant par exemple les militants antifascistes poursuivis par la justice pour collage sauvage.

Reconstruire un front unitaire

La réalité, c'est que l'on ne guérit pas d'une maladie en cassant le thermomètre. On ne peut l'éradiquer qu'en s'en prenant aux maux. Il faut donc s'attaquer à ce qui fait le lit de l'extrême droite : la crise économique, les inégalités, le chômage, les politiques antisociales. Nous payons trente années de renoncements politiques sur la question de l'immigration.

La progression de l'extrême droite sur le terrain des idées est propice à la progression de l'extrême droite tout court. À chaque fois qu'un seul sans-papiers est expulsé, la fascisme marque un

point. Chaque fois qu'un campement de Roms est démantelé, le fascisme marque un point. Chaque fois qu'un politicien de droite comme de gauche parle du «problème de l'immigration», le fascisme marque un point. Et à chaque fois que le PS revient aux affaires pour faire une politique de droite, les masses populaires ne font plus la différence entre la droite et la gauche, et le fascisme marque alors beaucoup de points.

Il est nécessaire et urgent de reconstruire un mouvement antifasciste et antiraciste de masse, un front de résistance unitaire à l'extrême droite. Un mouvement prêt à rassembler les nouvelles générations, ainsi que les organisations du mouvement ouvrier. Un mouvement capable d'assumer une présence tout terrain contre les actions de l'extrême droite et apte à assurer une solidarité concrète avec les victimes du racisme et des discriminations.

Clément, ton combat continue. No pasarán!
Olivier Besancenot

regards

Propos recueillis par Lotfi Chawqui

Syrie : « La conférence de Genève est d'abord une menace pour les intérêts du peuple révolutionnaire »

Entretien. Joseph Daher est membre du Courant de la Gauche révolutionnaire en Syrie et de l'organisation suisse Solidarités (pays dans lequel il réside actuellement). Fondateur du blog Syria Freedom Forever et co-fondateur du blog Cafe Thawra, il revient sur les enjeux de ces prochaines semaines pour le peuple syrien.



Le régime d'Assad a annoncé sa participation à la conférence internationale de Genève 2, de même qu'une partie de l'opposition. Que faut-il attendre de celle-ci ?

Cette conférence est d'abord une menace pour les intérêts du peuple révolutionnaire. Elle n'est qu'une répétition de Genève 1 organisée en juin 2012 et une énième tentative des forces impérialistes, États-Unis et Europe d'un côté, et Russie Chine de l'autre, de maintenir la structure du régime, en y incluant des secteurs de l'opposition (Conseil national syrien en tête) non représentatifs du mouvement populaire. Oui, le sang du peuple a trop coulé, il veut la paix, mais pas n'importe laquelle, et surtout pas une paix décidée par des puissances étrangères en accord avec le régime criminel, ses soutiens fidèles, iraniens et russes, et une partie de l'opposition opportuniste, au détriment des intérêts du peuple en lutte !

Genève 2 et autres «solutions» ont pour objectif d'empêcher le changement radical par en bas et d'arrêter le vent de la liberté qui pourrait souffler avec la chute du régime dans les monarchies du Golfe et ouvrir de nouvelles résistances en direction des territoires occupés syriens et palestiniens par Israël. Genève envisage la pire des solutions : le maintien de ce régime criminel.

Le soutien militaire massif du Hezbollah augure-t-il d'une régionalisation du conflit ?

Le soutien militaire du Hezbollah n'est pas nouveau. Mais sa participation aux côtés de l'armée aux crimes quotidiens contre la population a pris aujourd'hui une tournure massive et directe. L'extension régionale du conflit se développe depuis le début du processus révolutionnaire, car le régime utilise ses alliés en Irak, Iran et au Liban. Parallèlement, des combattants djihadistes se sont infiltrés en Syrie, mais leur nombre reste proportionnellement très bas, pas plus de 10% du total des combattants. Ces différentes interventions n'enlèvent en rien le caractère populaire et révolutionnaire du mouvement, armé et pacifique.

L'utilisation d'armes chimiques semble rendre difficile une victoire purement militaire.

Comment les résistances armées et civiles font face à cette asymétrie de moyens ?

L'utilisation d'armes chimiques contre les révolutionnaires et les populations démontre une fois de plus la sauvagerie du régime et la passivité des grandes puissances qui, malgré leur rhétorique condamnant ces actes, ne fourniront pas de moyens de résister à l'Armée syrienne libre (ASL) qui manque de tout, alors que les

forces réactionnaires islamistes sont massivement financées par les pétrodollars de l'Arabie saoudite et du Golfe.

La victoire purement militaire est rendue difficile, du fait de la structure même de l'armée du régime – construite sur des alliances confessionnelles, clientélistes et tribales –, d'un système répressif et totalitaire au sein des forces armées entravant les défections en masse, et du soutien matériel et financier iranien et russe. Au sein du Courant de la Gauche révolutionnaire, nous soutenons la combinaison de la résistance populaire armée et de la résistance «pacifique» ou civile (grèves et autres actions) qui permettra la chute du régime. L'asymétrie sera néanmoins difficile à surmonter militairement tant que les forces populaires et démocratiques de l'ASL ne seront pas soutenues matériellement et financièrement.

Quels sont les liens entre les coordinations qui mènent la lutte politique civile et la lutte armée ? Y a-t-il une situation de double pouvoir territorial compte tenu de l'existence de zones libérées ?

La coordination entre lutte politique civile et lutte armée existe dans les zones libérées et également dans les zones sous contrôle du régime, mais bien sûr plus difficilement. Il y a une situation de double pouvoir dans les zones libérées où les comités au niveau des villages, quartiers, villes

et régions sont en charge des services à la population. Les destructions massives dans ces zones, conséquences des bombardements continus, et la destruction des infrastructures et de tous les aspects de la vie sociale, se sont accompagnées d'une augmentation du nombre des conseils civils et locaux qui tentent de gérer les affaires de la vie quotidienne des citoyens. Les expériences d'auto-organisation des masses n'ont cessé de se développer. C'est la colonne vertébrale du mouvement et de la résistance populaire.

Y a-t-il une réorganisation sociale ou des éléments indiquant le caractère démocratique et social de la révolution ? Quelle est la portée du slogan «le pouvoir et la richesse au peuple» ?

L'exemple le plus probant est la ville de Raqqa, libérée en mars dernier. Depuis, plus de 42 mouvements sociaux y ont été enregistrés. Des campagnes y ont été menées par des organisations populaires. À plusieurs reprises, ces forces populaires se sont opposées aux forces réactionnaires en place. Les masses populaires ont aussi contesté ces groupes et comportements à Alep, à Mayadin, à Al-Qusayr et dans d'autres villes. Elles font face à des comportements délinquants et au banditisme de groupes armés qui agissent comme des gangs.

RETRAITES Une déclaration de guerre

Les choses sont claires : avec le rapport Moreau le gouvernement prépare une réforme qui, quelles qu'en soient les modalités techniques, se soldera par une baisse des retraites versées par les régimes des salariés du privé et du public. Donc, une baisse du pouvoir d'achat des retraités... à l'exception de ceux qui pourront se tourner vers les formes privées de placement (et qui bénéficient pour cela d'exonérations fiscales).

Cette réforme, les marchés financiers, la Commission européenne et le Medef l'exigent... et le gouvernement exécute. Comme le dit Jean-Marc Ayrault, « il n'y a pas de surprise, la France va respecter ses engagements ». La façon dont cette nouvelle contre-réforme est engagée constitue une leçon de choses.

Après un inventaire commun au Conseil d'orientation des retraites (qui regroupe experts, administrations et prétendus « partenaires sociaux »), un rapport a été commandé à un collège d'experts en orientant par avance leur réponse... Comme le dit le quotidien financier *Les Échos* du 5 juin : « Le rapport Moreau sur les retraites tape fort. Le gouvernement en a besoin. Il dramatise, prépare les esprits à l'effort de tous et distille ce qu'il faut de craintes pour donner un air de relative douceur au projet qui sera finalement arrêté. » Il s'agit de donner quelque crédibilité à la pseudo-concertation qui va s'engager à la conférence sociale des 20 et 21 juin.

Fuites organisées

Pour tester les réactions des uns et des autres, des fuites ont été organisées dans la presse avant la remise officielle du rapport le 14 juin. Elles permettent donc de connaître par avance les propositions du rapport : allongement de la durée pour une retraite à taux plein (soit par la hausse de l'âge légal, soit par l'augmentation de la durée de cotisations) ; refonte du mode de calcul de la retraite des fonctionnaires (période prise en compte pour le calcul de la pension) ; augmentation des retraites inférieures



Manifestation contre la réforme des retraites en septembre 2010 à Rouen. PHOTO THÉÂTRE ROUGE/ESSA KAMINO

à celle des prix ; hausse des impôts sur les retraites ; et pour donner du « grain à moudre » aux syndicats, il y aurait quelques miettes liées à la pénibilité et l'intégration de primes pour les fonctionnaires...

Les réactions syndicales sont bien en-deçà de ce qui serait nécessaire. La CGT a certes déclaré que le rapport est « ouvert aux idées du Medef ». C'est le moins qu'on puisse dire ! Jean-Marc Canon, des fonctionnaires CGT, a fait une déclaration plus dure : « Si jamais l'hypothèse qui est évoquée de changer le calcul sur les six derniers mois est retenue, (...) pour la CGT, c'est clairement un casus belli irrémédiable (...) Toucher à ce mode de calcul serait une déclaration de

guerre avec le gouvernement sur le sujet des retraites ». Bien, mais c'est l'ensemble du rapport qui constitue une déclaration de guerre ! Le pouvoir va essayer de diviser privé et public, il ne faut pas tomber dans ce piège, et surtout, il importe de préparer dès maintenant des mobilisations à la hauteur de l'enjeu.

Imposer nos choix

Quelques points devraient faire l'accord de tous ceux qui veulent préparer la riposte. D'abord que la retraite est un droit : des cotisations sur les salaires ont été versées lors des périodes de travail. Ceux qui ont connu chômage ou maladie, qui ont eu des enfants ne doivent

pas être pénalisés et la société doit assurer un niveau de vie satisfaisant à toutes les personnes âgées. Ensuite qu'augmenter le nombre des trimestres ou l'âge de la retraite à taux plein, c'est pénaliser d'abord ceux qui font des travaux pénibles et les femmes. C'est ce qui s'est passé avec les réformes antérieures, depuis Balladur en 1993. Globalement, allonger la durée des cotisations, va multiplier les retraites incomplètes et donc faire baisser les pensions. Enfin que gouvernement et patronat distillent un discours qui vise à répandre la peur. Le système de retraite souffre d'une insuffisance de financement, mais n'est pas au bord de l'effondrement, même si la crise capitaliste, le blocage des embauches en accroissent le déficit. Le déficit 2011 est de 14 milliards d'euros (à comparer aux 20 milliards que le gouvernement vient d'accorder aux entreprises avec le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi). D'après les prévisions officielles, il devrait passer à 20 milliards en 2020 et revenir à l'équilibre en 2040. Les rapports d'experts visent à faire croire que les choix sont techniques. En réalité, le choix de l'âge de la retraite à taux plein, du nombre de trimestres nécessaires pour avoir une retraite pleine et des modes de financement sont d'abord des choix politiques et sociaux. C'est une question de partage des richesses, et donc de rapport de forces. Il n'y a donc aucune raison de réviser en baisse les revendications de base : 37,5 annuités, retraite à taux plein à 60 ans, hausse des cotisations patronales pour financer le déficit.

Henri Wilno



Par Yvan Lemaitre

CONTRE L'EXTRÊME DROITE, SOLIDARITÉ ET LUTTE COLLECTIVE

Jean-Marc Ayrault a décidé d'engager une procédure en vue de la dissolution du groupuscule d'extrême droite Jeunesses nationalistes révolutionnaires (JNR) dont étaient issus les agresseurs de Clément Méric. Il prétend ainsi « tailler en pièces, de façon démocratique, sur la base du droit, ces mouvements d'inspiration fasciste et néonazie, qui font tort à la République et qui font tort à la France ». Comme s'il suffisait d'invoquer les valeurs républicaines pour éradiquer les menaces de l'extrême droite, et d'interdire un groupuscule fascisant pour lui barrer la route. Le gouvernement voudrait ainsi se dédouaner de ses propres responsabilités. N'est-ce pas sa politique contre les classes populaires, au service du Medef, qui crée le terrain sur lequel prospère le populisme de droite et d'extrême droite ? Ne contribue-t-il pas lui-même à la propagation du nationalisme, du racisme et de la xénophobie par les expulsions des Roms, les rafles de sans-papiers, la dénonciation de l'immigration ?

En menant la même politique que la droite, il nourrit lui-même la démagogie et les surenchères de l'UMP et du FN. Soucieux eux aussi de se dédouaner de leurs propres responsabilités, Copé et Marine Le Pen ont aussitôt repris la même chanson de la dissolution... pour la retourner contre l'extrême gauche mise dans le même sac. Ils prétendent renvoyer dos-à-dos les « extrêmes » alors qu'ils ont tout fait, l'un et l'autre, pour créer un climat de haine et de violence tout au long de leur combat réactionnaire contre le mariage homo qui a propulsé les groupes fascistes. L'UMP compte dans ses rangs bon nombre d'anciens membres du GUD ou d'autres officines fascistes. Le FN abrite les militants de ces mêmes officines dont il partage l'essentiel des références politiques. En bons démagogues réactionnaires, ils essayent de retourner la situation contre les victimes. Les combattre, barrer la route à l'extrême droite et à ses satellites, défendre la démocratie n'est pas une question de loi républicaine. C'est un combat quotidien, sur les lieux de travail et dans les quartiers, pour faire l'opinion, faire vivre la solidarité, agir collectivement, occuper à tous les niveaux le terrain politique. C'est l'affaire de toutes et tous.

EXTRÊME DROITE À nous de reprendre l'offensive

Clément Méric a été assassiné parce qu'il était un militant antifasciste. L'annonce de ce meurtre a suscité beaucoup d'indignation et de colère. Au-delà de l'émotion et du deuil, il faut désormais s'atteler à la construction d'une riposte unitaire à l'extrême droite.

Mardi 5 juin, Clément, membre de Solidaires ÉtudiantEs et de l'Action antifasciste Paris-Banlieue (AFA) a été assassiné par des militants des Jeunesses nationalistes révolutionnaires (JNR), groupuscule de skinheads influencé par les SA des années 30. Ce meurtre politique illustre la confiance dans laquelle se trouvent aujourd'hui les militants d'extrême droite, notamment après la séquence « manif pour tous ». Confiance renforcée par les reculs et les renoncements, sur ce plan comme sur tous les autres, du gouvernement. Quand ce n'est pas ce même gouvernement qui est lui-même à l'offensive, contre par exemple les Roms ou les sans-papiers... L'assassinat de Clément met en lumière la montée des violences perpétrées par l'extrême droite depuis plusieurs mois : attaques de couples et de lieux publics LGBT, attaques de camps de Roms, agressions contre des militants du mouvement ouvrier, contre des femmes voilées.

Face à cette situation, l'enjeu est clair : la confiance doit changer de camp. L'extrême droite ne doit pas pouvoir parader dans la rue et y agresser qui elle veut. Il doit y avoir une réaction populaire, collective,

pour l'en empêcher. Cela passe aujourd'hui par la construction d'un mouvement de masse qui pèse sur le rapport de forces général, qui montre que contre l'extrême droite, le FN et le fascisme, nous pouvons nous mobiliser massivement.

Manifester, s'organiser

Suite à l'annonce du décès de Clément, les premières mobilisations sur tout le territoire ont été rapides et importantes, réunissant localement une bonne partie du mouvement social et des personnes légitimement émuës par ce qui s'est passé. À l'initiative de l'Action antifasciste, la marche de samedi dernier à Paris a rassemblé plus de 4000 personnes (d'après la police) : c'est un premier succès... mais qui n'est pas à la hauteur de l'enjeu. Face au pire de la réaction, nous devrions être des centaines de milliers dans la rue !

À l'initiative de Solidaires, une réunion unitaire nationale s'est tenue lundi soir, regroupant une quarantaine d'organisations : syndicats (Solidaires, CGT, FSU), associations (dont différentes composantes de l'antifascisme et de l'antiracisme), partis politiques (à la gauche du PS). Ces organisations



Manifestation antifasciste pour Clément, samedi 8 juin à Paris. PHOTO THÉÂTRE ROUGE/NLS

se sont mises d'accord pour un week-end de mobilisation contre l'extrême droite et le fascisme les 22 et 23 juin prochain avec, en point d'orgue, une grande manifestation à Paris le 23 juin. La réunion a également acté le lancement au niveau local, départemental ou régional, de collectifs unitaires larges pour impulser les manifestations et animer la mobilisation dans les régions.

Au-delà de ces manifestations, il est nécessaire

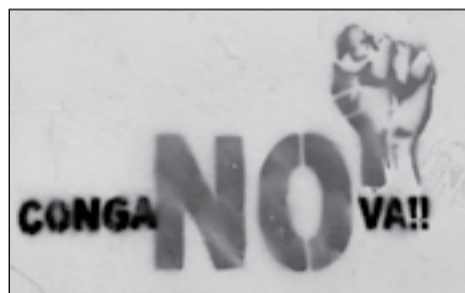
sur le long terme de remettre en place au niveau national et local un cadre militant pérenne s'appuyant sur des réseaux de mobilisation antifasciste. L'objectif ? Déconstruire le discours de l'extrême droite mais également réagir aux interventions de celle-ci, dans les quartiers, les entreprises, les facs et les lycées, par des actions de masse. C'est l'enjeu de ces prochains mois.

Sandra Demarcq

PÉROU Conga : ni maintenant ni jamais !

Le samedi 8 juin, a eu lieu à Paris un rassemblement pour demander l'interruption du projet minier Conga que le gouvernement du président Ollanta Humala et la société minière transnationale Newmont-Buenaventura-Yanacocha viennent de relancer.

Ce rassemblement était appelé, entre autres, par le Comité de solidarité avec Cajamarca, France Amérique latine (FAL), Fondation Danièle-Mitterrand, Coordination Eau Ile-de-France, Mouvement contre le racisme (MRAP), ALDEAH, Association des populations des montagnes de France (APPM), Collectif d'appui aux luttes du peuple argentin (CALPA), Colectivo de Peruanos en Francia, Université populaire Mariategui (Unipoma), Radio Latinos, SUD Solidaires, EELV, PCF et NPA. Il a réuni plusieurs dizaines de personnes pour protester contre un passage en force.



DR

La «loi» des multinationales

Le 28 mai, près de 1 500 «comuneros», gardiens des lacs et autres représentants de la population, ont marché dans la montagne pour aller inspecter la relance des travaux. Ils ont été violemment réprimés par la police, qui n'a pas hésité à tirer sur eux. La première victime était un paysan, blessé par un tir de chevrotines. Il y a un an, les tirs de la police et de l'armée avaient tué cinq personnes, et blessé une cinquantaine.

Le gouvernement de Lima vient d'adopter des dispositions qui modifient les lois en vigueur et permettent aux multinationales de contourner les règles de protection environnementale et de protection du patrimoine archéologique, tout en se moquant bien sûr du droit à la santé, à la vie et à l'autodétermination de la population affectée. Cette décision est très grave. Outre la grande catastrophe environnementale qu'elle implique et impliquerait dans le futur, elle peut conduire dans l'immédiat à des conséquences humaines tragiques.

La destruction et la contamination des sources d'eau à Conga vont affecter le bassin de l'Amazonie et les rivières qui se jettent dans l'océan Pacifique. La France et le monde entier sont concernés. Plus que jamais, il faut arrêter Conga.

Correspondante

PORTUGAL Vers une nouvelle grève générale

Une grève générale vient d'être appelée pour le 27 juin 2013 par deux centrales syndicales du Portugal, avec le soutien de syndicats indépendants, de mouvements sociaux et de partis de gauche. Il s'agit de la 5^e grève générale depuis la crise de 2008.

La prochaine grève générale a pour objectif de protester contre les licenciements dans la fonction publique (au moins 30 000) et contre les coupes dans les salaires et les retraites.

La troïka (Commission européenne, BCE et FMI) dont l'actuel gouvernement de droite, dirigé par Passos Coelho, a tenu à être le meilleur élève, a imposé un mémorandum, qui a été signé le 3 mai 2011 et a plongé le pays dans une spirale récessive. Par la suite, lors de chaque examen, soit tous les trois mois, la troïka a imposé de nouvelles mesures, encore des coupes, et toujours avec des effets destructeurs. Le PIB a reculé en 2011 de 1,6%, en 2012 de 3,2%. Le taux officiel de chômage, inférieur à la réalité, a franchi les 17,8% en avril dernier, tandis que le chômage des jeunes atteignait les 42,5%.

Face à cette série de malheurs, les protestations ont été croissantes, par vagues successives et toujours avec beaucoup d'imagination. Les ministres sont interrompus dans leurs discours, certains aux cris de «démision», d'autres empêchés de parler par des personnes entonnant «Grândola, vila morena» (Grândola, ville brune), l'hymne de la révolution du 25 avril 1974...



DR

«Que la troïka aille se faire voir» !

Les manifestations du 15 septembre 2012 et du 2 mars 2013, appelées par un collectif de mouvement sociaux «Que la troïka aille se faire voir», ont été les plus grandes manifestations jamais vues au Portugal, plus importantes encore que la manifestation du 1^{er} Mai 1974, quand le peuple est descendu dans la rue fêter la chute de la dictature fasciste.

Ce haut niveau de mobilisation sociale a été rendu possible par l'émergence de nouveaux mouvements, comme

«Que la troïka aille se faire voir»,

qui se sont joints à la centrale syndicale la plus combative, la CGTP, et ont permis d'élargir la mobilisation sociale à d'autres milieux sociaux. La mobilisation sociale a conduit à un isolement croissant du gouvernement. Un gouvernement des deux partis de droite (PSD et CDS) qui a commencé par faire le contraire de ce qu'il avait promis lors des élections, accumule les scandales, ne se maintient au pouvoir que grâce à l'appui du Président de la République, PSD,

et surtout parce qu'il est soutenu et imposé de l'extérieur, par la troïka et par le gouvernement de droite de l'Allemagne.

Néanmoins des brèches sociales apparaissent tous les jours. Le Bloc de Gauche propose une issue politique à la situation actuelle : un gouvernement de gauche, la rupture avec la politique d'austérité et le mémorandum de la troïka ainsi que la renégociation de la dette.

Une partie croissante de la population a déjà compris qu'il n'existe pas d'issue hors de l'affrontement avec la troïka et la rupture avec le mémorandum. Ce changement exige une rupture avec la politique «à la Hollande», avec la politique de l'Internationale socialiste, qui lie emploi et austérité.

La défaite de Passos Coelho et de la troïka, et la lutte pour un gouvernement de gauche au Portugal, requièrent plus de dynamique en Europe, dans les autres pays où l'austérité mène à la récession. La manifestation du 1^{er} juin dans 100 villes a montré que de nouvelles manifestations à l'échelle européenne contre la politique d'austérité et en défense de l'État social sont possibles.

De Lisbonne, Carlos Santos

(Traduit du portugais par Luiza Toscano)

Version longue sur le site du NPA

USA « Bradley Manning, un héros »

« Libérez Bradley », « Bradley Manning, un héros » clamaient les pancartes des quelques dizaines de manifestantEs qui avaient pu se rassembler sous la pluie devant la base militaire de Fort Meade, près de Washington où s'est ouvert, la semaine dernière, le procès du soldat américain. Bradley Manning, âgé de 25 ans, est accusé devant une cour martiale de l'une des fuites les plus importantes de l'histoire de l'armée américaine.

L'ancien soldat de première classe est accusé d'avoir téléchargé, puis livré à WikiLeaks 700 000 documents militaires et diplomatiques classés secret-défense, alors qu'il travaillait comme informaticien dans l'armée américaine à Bagdad de novembre 2009 jusqu'à son arrestation en mai 2010.

Il est jugé en partie dans le cadre de la loi sur l'espionnage, un texte qui remonte à la Première Guerre mondiale. Sous le coup de 22 chefs d'accusation, il plaide coupable pour dix d'entre eux. Il est surtout

accusé de « collusion avec l'ennemi » ou de « publication sur internet de renseignements militaires en sachant qu'ils seront accessibles à l'ennemi », en l'occurrence Al-Qaïda. Il encourt pour cela la prison à perpétuité.

Le procès du mensonge des États

Il nie avoir voulu « nuire » aux États-Unis, disant vouloir « provoquer un débat public » sur les guerres en Irak et en Afghanistan. L'armée cherche à le disqualifier en invoquant son homosexualité assumée, le traitant de déséquilibré, anti-américain, un fou utopiste dangereux. Manning a

clairement répondu en expliquant, dès le début du procès, ses buts expressément politiques : « Je veux que les gens voient la vérité... peu importe qui ils sont... parce que sans information, le public ne peut pas prendre de décisions éclairées. » L'armée américaine n'accepte pas ce débat public. Elle a refusé de rendre publiques les retranscriptions du procès et de donner les accréditations presse à 170 des 350 organismes médiatiques qui en avaient demandé. Prévu pour durer jusqu'au 23 août, le procès se tiendra en grande partie à huis clos.

D'après Juan Méndez, le rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, Manning a été soumis, depuis son arrestation jusqu'au procès, à un traitement cruel, inhumain et dégradant. Pendant des mois, il a été tenu au secret. Dévêtu, privé d'intimité, il a été contraint de dormir sans obscurité. Le Pentagone veut sa vengeance.

Bradley Manning doit être libéré. Son procès est celui des mensonges et des secrets d'État au service de la domination des grandes puissances contre les peuples.

Yvan Lemaitre

ALTER SOMMET D'ATHÈNES Ensemble combattre la troïka

Le week-end dernier, l'Alter sommet européen, appelé par 189 collectifs (syndicats, réseaux européens, associations diverses) de 22 pays, a rassemblé un millier de militantEs. Il a apporté au peuple grec la solidarité des mouvements sociaux dans son combat contre les politiques d'austérité imposées par la troïka.

Son objectif était aussi d'amorcer un processus pour construire une dynamique de lutte au niveau européen. Mais malgré le spectre large des collectifs rassemblés dans cette initiative, les difficultés sont importantes pour faire démarrer un processus de lutte au niveau européen (comme l'avait déjà montré le succès inégal de la journée d'action européenne du 1^{er} juin).

L'investissement des collectifs n'a pas atteint le niveau attendu, même si la délégation française, animée surtout par Attac, Solidaires, FSU, était fortement présente et active. La participation grecque est restée très faible dans les différents ateliers. Cela est dû aux difficultés que traverse la gauche sociale et politique grecque dans la conjoncture actuelle, malgré

des luttes significatives comme celle de l'entreprise autogérée Vio.Me. ou contre les dégâts environnementaux liés aux mines d'or à Halkidiki.

Des jalons posés pour l'avenir

Les 15 assemblées thématiques (sur le logement, l'écologie, la dette, contre la privatisation des services publics, la lutte antifasciste...) ont permis de tisser

des liens entre secteurs qui luttent, et d'amorcer la coordination des initiatives au niveau européen. De ce point de vue, la rencontre – qui a été aussi le moyen de montrer le soutien à la mobilisation en Turquie – a été utile. À la différence des forums sociaux antérieurs, qui sortaient avec un long calendrier d'initiatives, le temps est laissé aux différentes organisations

pour tirer le bilan et vérifier le degré d'implication de chacune.

Ce qui s'est exprimé, c'est la volonté partagée d'avancer vers une initiative commune et l'intérêt de la construire avec d'autres réseaux et mouvements qui ne font pas partie de l'Alter sommet. Cela reste à confirmer dans les semaines qui viennent.

José Egireun et Yves Hollinger

SYRIE Mythes et réalités de la politique française

Les gesticulations de la diplomatie française sont loin de faciliter la mobilisation populaire en solidarité avec un peuple qui appelle pourtant à l'aide internationale depuis plus de deux ans.

Pour comprendre ce « jeu », il faut rappeler que l'impérialisme français a toujours considéré le Moyen-Orient comme sa deuxième aire d'influence après l'Afrique, essentielle à l'achat et au transport de matières premières, et à la vente d'armements.

La prise des sanctions économiques contre ses dirigeants, mais s'alarme des risques de déstabilisation globale d'une région hautement sensible. En 2012, les cercles diplomatiques se sont agités. Il s'agissait en premier lieu d'obtenir que l'opposition syrienne se dote d'une façade d'unité

quotidienne et la défense armée du peuple révolté, sans reconnaître beaucoup d'autorité à l'opposition en exil. En même temps, le pouvoir russe et surtout le pouvoir iranien, ont fait de la défense du régime syrien un élément essentiel de la relance de leur puissance internationale.



Combattants de l'Armée syrienne libre à Alep le 8 juin 2013. REUTERS/MUZAFFAR SALMAN

Négociations inutiles, pressions inefficaces

Quand l'insurrection a commencé en Syrie, le gouvernement français espérait tirer son épingle du jeu, en soutenant les opposants pour obtenir que le régime d'Assad se réforme et devienne plus conciliant à tout point de vue (comme sur le Liban). Face à son durcissement sauvage, il prend la tête de la condamnation des atteintes aux droits de l'homme et de

de responsabilité pour négocier un arrangement, et d'autre part d'obtenir du pouvoir russe de Poutine qu'il fasse pression pour un changement partiel du régime syrien. Toutes ces tentatives se sont heurtées à la férocité de la répression menée par Assad qui a coupé toute possibilité de transiger sur son départ. Sur le terrain, les coordinations populaires ont continué à organiser les manifestations, mais aussi la survie

Succédant à un Sarkozy qui jouit de son « succès » libyen, Hollande et son ministre des Affaires étrangères Fabius, peuvent être les plus zélés à protester contre les crimes du régime syrien, d'autant plus que les journalistes français se sont exposés au péril de leur vie pour les mettre en lumière. Dans les faits, à la tête d'un pays en crise, le gouvernement français limite son aide, même humanitaire au minimum : 13 millions

d'euros en 2012, soit à peine plus d'1 euro par syrien, considéré par les instances de l'ONU comme en « détresse humanitaire ».

Solidarité du mouvement ouvrier et démocratique

Aux côtés des autres gouvernements européens, l'État français trouve toujours de bonnes raisons pour ne pas livrer des armes, et surtout les roquettes de défense antiaérienne et antichars que demande le peuple syrien bombardé quotidiennement. Sa manière d'agiter cette possibilité sans la concrétiser, de privilégier une « négociation sérieuse pour la paix » à Genève ne fait que pousser un Assad conforté par ses alliés russes, iraniens et libanais à accélérer son offensive criminelle contre son peuple.

Dans ce jeu pervers, les monarchies intégristes du Golfe livrent des armes – au compte-gouttes – à leurs obligés, donnant ainsi des arguments aux puissances occidentales (à qui elles sont pourtant alliées contre « la menace terroriste »), et à Bachar el-Assad pour professionnaliser sa guerre civile.

Pour couronner le tout, le gouvernement français a rétabli le visa de transit obligatoire pour les Syriens, contribuant ainsi à les empêcher de fuir la mort et de se mettre à l'abri, alors que la Turquie, la Jordanie, l'Irak et le Liban en accueillent plus d'un million et demi.

Face à cette situation, la responsabilité du mouvement ouvrier et démocratique international est de réclamer que nos gouvernements fournissent immédiatement des armes à l'Armée syrienne libre qui est mandatée par la révolution syrienne pour la défendre. La méfiance justifiée de toute intervention directe impérialiste ne doit pas conduire à l'abandon du peuple syrien, mais à la volonté de contrôler démocratiquement ces fournitures, comme celles d'une aide humanitaire renforcée. Notre responsabilité est d'ores et déjà d'apporter toute l'aide possible aux insurgés, de société civile à société civile, et de défendre l'accueil des réfugiés syriens qui parviennent à entrer dans une forteresse européenne moins que jamais au service des peuples.

Jacques Babel

CHINE Industries criminelles

Le 3 juin dernier, un incendie s'est déclaré à 6 heures du matin dans un abattoir de volaille à Dehui (province de Jilin) où quelque 300 personnes travaillaient. Il aurait été causé par de l'ammoniaque liquide ou gazeux utilisé pour la réfrigération. Cette entreprise de la Jilin Baoyuanfeng Poultry Company produisait 67 000 tonnes de poulets par an.

L'incendie a été très meurtrier avec, selon les chiffres publiés par l'agence de presse officielle, au moins 120 décès et 70 blessés. Si le bilan est si lourd, c'est que deux issues de secours sur trois étaient bloquées : le personnel a été piégé, incapable de fuir.

Deux autres accidents industriels se sont produits à quelques jours près dans le nord-est de la Chine. Le 31 mai, un violent incendie s'est déclaré dans un entrepôt à grains géant de la province du Heilongjiang, sans faire cette fois de victime. Le 2 juin, dans mégalopole industrielle de Dailan, une explosion sur un dépôt du pétrolier Petrochina a provoqué deux morts (et deux disparus).

Insécurité

La presse et le gouvernement ne peuvent que reconnaître le non-respect des normes de sécurité dans le pays. Selon l'agence Chine nouvelle, « La facilité avec laquelle les entreprises font fi de ces règles ainsi que la négligence des inspecteurs locaux ont conduit à des accidents industriels fréquents ». Elle admet « un bilan encore lamentable en matière de sécurité du travail » (cité dans le Monde du 4 juin).

L'insécurité est présente partout : dans l'industrie, le bâtiment, le secteur minier. Ainsi, en 2012, plus de 1300 personnes ont trouvé la mort à cause dans des mines à la suite d'effondrements, d'explosions, ou d'inondations. Les scandales alimentaires se succèdent et la pollution est devenue un problème majeur de santé publique. Tout se tient : les pétroliers responsables de catastrophes industrielles bloquent aussi la mise en œuvres de normes antipollutions au nom de la compétitivité.

Les accidents industriels suscitent de nombreuses protestations populaires. À Dehui, le jour suivant l'incendie de l'abattoir de volaille, une centaine de manifestants se sont heurtés avec la police, accusant leur patron d'être responsable de la catastrophe.

Pierre Rousset

CAMPAGNE BDS Carton rouge à l'Eurofoot en Israël

Depuis le 5 juin se déroule en Israël le championnat européen des moins de 21 ans. L'UEFA a donc osé confier l'organisation cette compétition à un État qui impose aux Palestiniens, depuis plus de 60 ans, occupation militaire, colonisation et apartheid. Aucun dirigeant européen n'a daigné protester, même timidement.

Il y avait pourtant nombreux en 2012, y compris l'ineffable Hollande, à s'émouvoir de la tenue en Ukraine du championnat d'Europe, parce qu'une ancienne Première ministre y était embastillée. Toujours la politique du deux poids, deux mesures. Pourtant, voir comment les Palestiniens peuvent pratiquer ce sport donne un aperçu de la violence et de l'humiliation subies dans la vie de tous les jours. En septembre 2010, le président de l'UEFA, Michel Platini, s'était même déclaré préoccupé par les restrictions israéliennes imposées aux footballeurs palestiniens. Et depuis cette date, la situation s'est encore dégradée comme pour tous les Palestiniens.

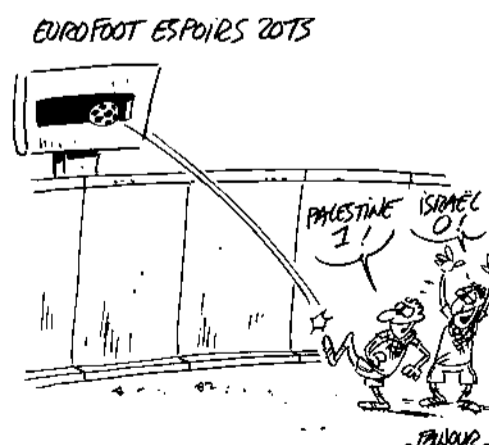
Le football révélateur d'une oppression

Non seulement les infrastructures du football et des autres sports ont été la cible d'attaques militaires israéliennes, y compris le quartier général du Comité paralympique national et le stade de football de Gaza, mais les bombardements israéliens des terrains ont tué à Gaza des enfants palestiniens pendant qu'ils jouaient au football.

Il a fallu trois mois de grève de la faim et l'indignation internationale pour que les autorités israéliennes libèrent le joueur de l'équipe nationale palestinienne Mahmoud Sarsak en juillet dernier. Et à l'heure actuelle, Israël maintient toujours en détention le goal de l'équipe olympique Omar Abu Rois et le joueur de Ramallah Mohammed Nimr, parmi plus de 4 000 prisonniers politiques palestiniens.

Comme pour tous les Palestiniens, Israël nie régulièrement le droit à la liberté de circulation aux footballeurs palestiniens, que ce soit dans les territoires palestiniens occupés ou lorsqu'ils essaient de partir à l'étranger, pour s'entraîner ou participer à des compétitions.

Ajoutant l'insulte à l'injure, les stades choisis pour les phases finales de l'Euro en Israël sont le stade Bloomfiel, anciennement Basa, d'où le club palestinien Shabab al-Arab a été expulsé en 1948, le stade Reserve construit sur des terres volées en vertu de la loi sur « les biens des absents » aux villes palestiniennes de Jarisha et al-Jammasin al-Sharqi,



et le stade Teddy, construit à côté de la ville palestinienne presque entièrement détruite de al-Maliha. Le stade Teddy est aussi le siège de la tristement célèbre équipe israélienne Beitar Jerusalem, dont

les supporters ont incendié l'immeuble administratif du club en février 2013 suite au recrutement de deux joueurs arabes de Chechnya...

En juin 2011, 42 clubs de football palestiniens ont appelé Michel Platini à annuler la décision de tenir l'Euro 2013 des moins de 21 ans en Israël. L'UEFA étant totalement liée aux intérêts diplomatiques des États européens et aux marchandages du footbusiness, Platini s'est couché et a laissé faire. Dans de nombreux pays européens, la protestation est active. En France, la campagne Boycott-Désinvestissement-Sanctions a été le principal relais de cette protestation, par la diffusion des informations (reprises dans cet article), la signature de pétitions et l'organisation d'initiatives comme des tournois de foot en solidarité avec les Palestiniens. Le NPA soutient et participe à cette campagne. Le boycott sportif peut contribuer à isoler l'État colonial et raciste d'Israël. À son époque, le boycott des équipes de rugby sud-africaines avait aussi contribué à la chute du régime d'apartheid.

Parvin Partin

Les failles de l'économie turque

La formidable mobilisation démarrée contre la suppression du parc Gezi cristallise une crise inscrite dans l'évolution économique et politique de la Turquie depuis une trentaine d'années.

On est loin de la Turquie de la fin du XIX^e siècle, pays sous-peuplé de moins de 10 millions d'habitants, une économie en faillite, placée sous tutelle des grands pays européens, démembrée et occupée à l'occasion de la Première Guerre mondiale.

C'est contre cette domination que se développe la guerre d'indépendance (1919-1922) menée par Mustapha Kemal Pasha, Attatürk, père fondateur de la république et acteur décisif du développement économique de la Turquie. Le nouveau pouvoir prend ses distances tant avec ses voisins arabes qu'avec l'Islam qui lui paraît un frein aux réformes. Il abolit le califat, instaure un régime laïque et impose l'alphabet latin contre l'alphabet arabe.

Faillite, crises et coups d'État

Jusqu'aux années 1950, la République assure un développement économique basé sur une industrialisation de substitution aux importations, avec l'instauration de hautes barrières douanières. Ces efforts s'appuient sur une agriculture qui occupe 75% de la population jusqu'aux années 50 et fournit près de la moitié du PIB.

En dépit de réelles avancées économiques et sociales, le Parti républicain du peuple, Cumhuriyet Halk Partisi (CHP) est battu aux premières élections pluralistes de 1950 par le Parti démocrate. Ce dernier, qui a gagné la confiance de la population rurale, s'engage dans une politique de privatisation des entreprises publiques et de soutien à l'agriculture. Cette politique tourne à la faillite, avec une inflation galopante, le tarissement des devises et de multiples pénuries. Les difficultés économiques et la montée de mobilisations fournissent les conditions de coups d'État militaires répétés de 1960 à 1980 avec des violences et une répression systématique contre les syndicats, les organisations de gauche et d'extrême gauche.

Visites du pape, soutien des USA, construction de pont sur le Bosphore, premières démarches en direction de l'Union européenne, intervention militaire victorieuse à Chypre ne suffisent pas compenser les difficultés économiques. Les

premiers effets de la crise économique mondiale entrent en résonance avec les erreurs économiques et l'instabilité politique du pays. En 2001, le PIB chute de près de 10%, l'inflation atteint les 50% et la dette 75% du PIB.

Derrière la prospérité...

C'est dans ce contexte que le Parti pour la justice et le développement ou AKP (Adalet ve Kalkınma Partisi), fondé en 2001, arrive au pouvoir en 2002 avec seulement 34% des voix mais la majorité au Parlement. S'adressant économiquement et idéologiquement aux populations victimes de l'exode rural, il élargit son audience (47% en 2007, 50% en 2011) grâce à ses succès économiques : industrialisation tournée vers l'exportation (plus de 75% des exportations totales), appuyée sur une forte dévaluation et une politique budgétaire très stricte, assainissement des finances publiques, restructuration du secteur bancaire et garantie d'indépendance de la banque centrale.

Mais la réalité de cette relative prospérité économique ne saurait faire oublier trois éléments essentiels dans le développement de la crise actuelle. Économiquement, les progrès récents reposent plus sur l'immobilier et les services et moins sur l'industrie en raison d'une compétitivité encore insuffisante. Socialement, le secteur informel emploie 40% des actifs (25% hors agriculture) pendant que les femmes représentent seulement 29% de la population active. Les inégalités de développement perdurent entre l'Est et l'Ouest du pays : trois fois plus de richesse par habitant dans la région de Marmara (45% du PIB et 31% de la population) que dans le sud-est de l'Anatolie. Enfin politiquement, idéologiquement, l'autoritarisme du régime d'Erdogan, sa volonté de s'appuyer sur l'islam pour justifier les orientations réactionnaires, heurtent de plus en plus violemment des couches sociales imprégnées de laïcité, de liberté, en osmose avec les Indignés des États-Unis ou d'Espagne.

Robert Pelletier

	1923*	1950	1980	2011
Population en millions d'habitants	14	21	44	74
Age médian	21	20	25	30
Pourcentage illettrés (> 6 ans)	81	67	33	5
Pourcentage population rurale	76	75	56	23
PIB en milliards de \$	16	56	263	992
PIB par tête en \$	1175	2677	5952	13456
En % des pays à hauts revenus		38	31	40
En % du monde		100	98	133
En % des pays à revenu bas et moyen		239	224	244
Croissance annuelle moyenne en %	1923-50	1950-80	1980-2011	1923-2011
Population	1,6	2,5	1,7	1,9
PIB	4,7	5,3	4,4	4,8
PIB par tête	3,1	2,7	2,7	2,8

* L'année de départ est 1927 pour la part de la population rurale; 1935 pour l'âge médian et le pourcentage des illettrés dans la population.

Sources : TUIK, Statistical Indicators, 1923-2010 Et Turkey's Statistical Yearbook, 2011 ; CEPII, base de données CHELEM-PIB ; A. Maddison, Statistics on World Population, GDP and Per Capita GDP, 1-2008 AD University of Groningen.



Au-delà de l'indignation et de l'espoir, la stupéfaction demeure le principal sentiment, un sentiment partagé par les protagonistes du mouvement et tout particulièrement par l'extrême gauche. En effet, malgré l'offensive néolibérale et les politiques sécuritaires, anti-démocratiques et conservatrices du gouvernement, la Turquie semblait être l'un des seuls pays de la région à ne pas être affecté par la radicalisation de masse que représentaient les révolutions arabes et les mouvements d'indignés sur la côte méditerranéenne. Mais finalement la tentative de gouvernement de construire une ancienne caserne d'artillerie, un centre commercial et une résidence de luxe en détruisant un parc public en plein centre d'Istanbul, déclencha cette révolte inattendue, spontanée et pratiquement « magique » qui se déroule actuellement sous nos yeux.

Tension et tentatives de division

Pris au dépourvu, l'étonnement n'est pas moindre pour le gouvernement. Au-delà de l'accumulation de diverses causes de mécontentement, c'est principalement l'autoritarisme et l'arrogance du Premier ministre Erdogan qui provoque la résistance. Lors du séjour de ce dernier en Afrique du Nord, le vice Premier ministre Bülent Arınç et le Président de la République Abdullah Gül tentèrent de se montrer plus

« On s'indigne, on s'insurge et puis on voit »

« Stupéfaction ». Voilà plus de deux semaines que la place de Taksim est occupée par le peuple et que des dizaines de milliers de personnes défilent tous les jours malgré les brutales interventions policières dans les quatre coins du pays.

conciliateurs, en s'excusant pour la brutalité policière et en organisant une rencontre avec les représentants de l'initiative « Solidarité pour Taksim ». Face aux revendications, qui comprennent l'annulation du projet, la sauvegarde du parc, la démission des responsables de la violence policière et le droit de manifester sur les places publiques, le Premier ministre, même s'il semble avoir fait marche arrière à propos du centre commercial et de la résidence, réaffirme sa décision de reconstruire la caserne à Taksim.

Comme stratégie d'apaisement du mouvement, le gouvernement joue la carte de la division. D'une part, il essaye d'isoler Taksim, en faisant intervenir brutalement la police (accompagnée parfois de policiers en civil armés de bâtons) lors des manifestations se déroulant dans les autres villes (et principalement à Ankara). Parallèlement, une distinction entre « ceux qui ont sincèrement des inquiétudes environnementales » et « les voyous qui ne pensent qu'à détruire et brûler » est incessamment soulignée. D'autre part, et de

façon très dangereuse, Erdogan rappelle à chaque occasion que sa base est aussi prête à se mobiliser si les manifestations perdurent. Et ceci sans cacher sa satisfaction face au slogan « *laisse-nous y aller, nous écraserons Taksim!* » scandé par des milliers de sympathisants.

Potentialités et difficultés du mouvement

Entourés et ainsi « protégés » par plus d'une dizaine de barricades, Taksim et le parc Gezi sont devenus de véritables lieux de rassemblements politiques et syndicaux, d'activités ludiques et festives, régis par ce que l'historien marxiste E.P. Thompson appelait « une économie morale » : interdiction de tous rapports commerciaux au sein du parc, dénommé désormais « la commune de Gezi » ; gratuité de la nourriture, de la boisson et des services sanitaires ; utilisation de l'énergie solaire dans la cuisine ; bibliothèques fonctionnant par dons ; principe de volontariat pour l'accomplissement de toute tâche et un sentiment irréductible de solidarité, de responsabilité envers l'autre, mais aussi et surtout envers la nature.

Cependant la prudence des confédérations syndicales à se mobiliser (à part quelques grèves symboliques), l'absence de formes d'auto-organisation et d'autogestion au sein de la commune, et de débats stra-

tégiques concernant l'avenir du mouvement, sont des problèmes à souligner. L'hétérogénéité du mouvement soulève aussi plusieurs difficultés. La sensibilité nationaliste et parfois militariste (symbolisée par l'abondance de drapeaux turcs et du slogan « nous sommes les soldats de Mustafa Kemal ») portée par la composante républicaine-kémaliste du mouvement, engendrent les réticences des Kurdes à y participer, malgré plusieurs appels de leurs organisations à la mobilisation. De plus, cela donne l'occasion au gouvernement et à ses intellectuels organiques de stigmatiser le mouvement de « putschiste » et de consolider ainsi sa base. Difficile de prévoir le dénouement de la situation pour le moment, mais cette semaine peut s'avérer décisive, étant donné que le gouvernement ne peut se permettre de laisser une telle crise se perpétuer, et que les résistants de leur côté refusent de rentrer chez eux sans que les revendications soient satisfaites. Mais, dans tous les cas, une nouvelle génération a pris le goût de la liberté, expérimenté la lutte collective et saisi la nécessité de résister. Un slogan inscrit sur la place de Taksim exprime bien l'importance de cette résistance pour la transformation des consciences : « Nous avons résisté et nous avons avorté le citoyen mort qui résidait en nous ».

D'Istanbul, Uraz Aydın

TURQUIE

Chronique d'une révolte inattendue

Manifestation dans le centre d'Ankara le 8 juin 2013. REUTERS/UMIT BEKTAS

A l'heure où nous bouclons ce dossier, les forces de répression attaquent de nouveau les occupants pacifiques de la place Taksim qui depuis 12 jours donnent le la au formidable mouvement de contestation qui secoue le pays. Un nouvel appel à manifester dans la soirée a été lancé.

Erdogan choisit une nouvelle fois la répression et tente de masquer celle-ci en se disant prêt à rencontrer les opposants à son régime dictatorial. Bien que sûr de son assise sociale et politique, le gouvernement est confronté à une critique sociale et politique radicale aux ressorts encore difficiles à évaluer. Les réactions immédiates des gouvernements des États-Unis, de France et d'Allemagne, prônant dès le début des manifestations la modération dans la réponse, et la répression du gouvernement, illustrent l'importance des questions géostratégiques mises en jeu par une crise politique turque.

Enjeux économiques d'abord. Avec plus de

74 millions d'habitants, la Turquie est le troisième pays le plus peuplé d'Europe après la Russie et l'Allemagne. Avec un produit intérieur brut qui la place au deuxième rang des grands pays émergents derrière la Russie et une situation géographique décisive à l'entrée de l'Europe et au cœur du Moyen-Orient, la Turquie est une pièce maîtresse sur l'échiquier géopolitique de ce début de XXI^e siècle. La bataille pour la construction de gazoducs permettant l'approvisionnement de l'Europe de l'Ouest avec le gaz russe en est l'illustration la plus visible. Enjeux politiques et militaires. La Turquie alliée historique et tête de pont militaire des États-Unis est une pièce essentielle de la politique étatsunienne, tant dans la question palestinienne que dans les derniers développements en Syrie. « Homme malade » de l'Europe du début du XX^e siècle, la Turquie et son « modèle » de développement, devenu une référence comme alliance du modernisme économique et du conservatisme moral et social, sont entrés en crise.

Les faiblesses de la gauche radicale

La gauche radicale est divisée en Turquie, sans véritable pôle fort, ce qui explique le peu de visibilité de l'anticapitalisme dans les événements.

L'ODP (Parti de la Liberté et de la Solidarité). A la fin des années 90, une tentative de parti large et pluraliste, dans le cadre de l'ODP, a échoué, avec des conséquences néfastes pour chacune des composantes. L'ODP reste l'une des principales forces de la gauche radicale, mais n'est plus un parti large et pluraliste. Il se limite au groupe Dev Yol (Voie de la Révolution). La tradition de ce parti peut être considérée comme « centriste », entre réformisme radical et programme révolutionnaire.

Halkevleri (les maisons du peuple) est issue de la même tradition. Important réseau s'appuyant sur des centres sociaux et des organisations locales, elle peut prétendre devenir le centre de gravité de la gauche radicale. Ses militants actifs dans les mouvements sociaux tentent de gagner une influence dans les syndicats. Mais ils ne cherchent pas à politiser ces relations et ont renoncé à construire un parti large. Bien que très impliqués dans les manifestations actuelles, ceci les amène à soutenir le principal parti social-démocrate.

Le TKP (Parti communiste de Turquie) est le mieux organisé et le plus actif de la gauche. C'est le principal parti stalinien en Turquie, entretenant des liens étroits avec les partis communistes grec et chypriote et des relations avec Parti communiste français. Il est critiqué par la gauche, notamment en raison de son « tournant » nationaliste l'ayant conduit à former un « Front patriotique ». Ils ont une organisation de jeunesse forte et une influence dans la classe moyenne, mais un fonctionnement très bureaucratique. Malgré un nombre important de militants,

son influence est très limitée : 0,14% des voix aux dernières élections. Des membres de leur organisation de jeunesse furent présents dans les barricades, notamment sur la place Taksim avec, comme mot d'ordre principal « ne pas obéir ». Le parti décida alors de participer aux manifestations, sans utiliser le logo du parti.

Le HDK (Congrès démocratique du peuple) est la composante la plus importante de la gauche. C'est une coalition électorale formée par le mouvement politique kurde avec de plus petits groupes de gauche, mais cela ne constitue pas un parti au sens strict du terme. En raison de l'importance de la base sociale du mouvement kurde, elle peut être considérée comme la plus grande organisation de gauche, mais ne constitue pas un cadre très organisé. Sa préoccupation principale reste la question kurde et des problèmes internes sont survenus à l'occasion du « processus de paix » entre le PKK et de gouvernement. Les groupes de gauche qui font partie de cette coalition étant petits, le mouvement kurde en est l'élément déterminant. Le président du BDP (Parti politique kurde) avait appelé, aux premiers jours des événements, à ne pas participer aux manifestations car il ne fallait pas agir avec les nationalistes. Malgré ces déclarations, les jeunes du mouvement kurde furent sur les barricades dès le premier jour.

Il y a enfin plusieurs petits groupes trotskystes correspondant aux divers courants internationaux et regroupant chacun moins d'une centaine de militants.

D'Istanbul, Eyup Ozer

Les Kurdes et le soulèvement de Taksim

« En tant que Kurdes, nous combattons depuis des années pour la libération du Kurdistan et la démocratisation de la Turquie. Notre combat dans ce sens continuera. En tant que Kurdes, nous continuerons à participer à la résistance de Gezi Park, avec notre propre identité et sous nos couleurs. » C'est en ces termes que le KCK (Union des communautés kurdes, fondé par le PKK) soutient la lutte de Taksim.

Depuis sa prison d'Imrali, Abdullah Öcalan a salué la résistance, tout en mettant en garde contre d'éventuelles dérives ou manipulations. Cette réserve est liée à la position délicate dans laquelle se trouve le PKK actuellement. Recip Erdogan a entamé il y a plusieurs mois des négociations directes avec le leader du PKK emprisonné depuis 1999, une première depuis 15 ans. L'accord conclu prévoit un cessez-le-feu et un retrait des combattants de Turquie, en échange de négociations sur une plus grande autonomie de la région kurde. Ce retrait est effectif et se déroule en ce moment même.

Négociations et prudenances

Les raisons qui ont poussé Erdogan à s'engager dans ce processus sont sans doute multiples mais les deux plus évidentes

sont la situation en Syrie, où la province syrienne kurde, frontalière de la Turquie et du Kurdistan d'Irak, a de fait conquis une autonomie qu'elle n'abandonnera pas quelle que soit l'issue du conflit, et le rapprochement avec le gouvernement du Kurdistan d'Irak, Ankara cherchant à conclure des accords sur le pétrole dans la région.

Il est donc difficile pour le PKK d'attaquer de front Erdogan et l'AKP, qui par ailleurs ont mené une épuration sans précédent de l'armée, en envoyant devant les tribunaux ou à la retraite un grand nombre d'officiers supérieurs et de généraux corrompus. La présence massive du CHP et d'autres partis nationalistes turcs dans les rassemblements de solidarité avec la révolte, comme celui de Paris, rend les militants kurdes prudents.

Mireille Court

BEAUVAIS (60)

Régularisation de la famille Amaryan !

Chailas, Karina et Janik sont arrivés avec leurs parents il y a quatre ans. Ils sont hébergés au Centre d'accueil pour demandeurs d'asile et les enfants sont scolarisés. Membres de la minorité yézide, ils fuyaient l'Arménie où leur famille a été violente. Leur demande d'asile a été rejetée.

Fin mars, ils ont reçu une obligation de quitter le territoire français (OQTF). La famille montre les courriers à l'école et en parle autour d'elle : l'école, c'est le lieu du savoir, ce sont des personnes qui peuvent aider à lire et à écrire... Parler de sa situation, c'est vivre dignement, ne pas partir honteusement... Un collectif s'organise alors autour de cette famille.



Deux mois de mobilisations

Un recours au tribunal administratif est monté pour l'annulation de l'OQTF et la régularisation de la famille. La solidarité se met en place autour de l'école : réunion parents-enseignants avec Solidarité Migrants le 5 avril, pétition, rassemblement le 9 avril, goûter le 3 mai, rassemblement et audience à la préfecture le 6 mai (journée nationale RESF pour les « 1 an » de l'élection de Hollande), fête des voisins le 31 mai sur le thème « les Amaryan sont nos voisins »... Plus de 100 personnes étaient présentes à chacune de ces initiatives.

La famille a reçu le soutien de la mairie et du conseil général. En attente du résultat du TA, la mobilisation se poursuit, pour ne pas les oublier et pour assurer une aide matérielle à cette famille qui n'a plus aucun revenu depuis fin avril. Notre revendication de « régularisation de tous les sans-papiers » est plus que jamais d'actualité.

Catherine Mery

DÉBAT Le NPA et les Assises du 16 juin

Les Assises « Changer de cap en France et en Europe » initiées par le PCF puis organisées par le Front de gauche auront lieu le dimanche 16 juin, à Montreuil'.

Au départ, le projet du PCF était d'organiser un débat « pour poursuivre la dynamique du 5 mai » en essayant de reprendre la main dans le cadre de sa politique du rassemblement majoritaire pour changer de cap. En ligne de mire, bien sûr, les élections municipales. Cette démarche a échoué. Au final, il n'y aura pas d'appel commun de l'ensemble des participants comme il le souhaitait. C'est la conséquence de la contradiction qu'il y a dans cette démarche : chercher à rassembler des forces qui participent à la majorité gouvernementale et des forces qui sont dans l'opposition... sans trancher lui-même sa position.

Le choix de s'opposer

Le NPA a choisi d'accepter l'invitation à participer à ces Assises à partir du moment où cette participation n'implique pas un soutien à la stratégie du Front de gauche. « Nous savons que des désaccords et des divergences existent entre les différentes composantes du mouvement social et politique principalement sur la question de l'alternative

politique et des moyens de la mettre en œuvre. Il nous faut en discuter. Mais ces divergences ne sont pas un obstacle pour, dès maintenant, discuter des moyens de mettre en échec la nouvelle offensive que patronat et gouvernement engagent contre le monde du travail » écrivons-nous dans une lettre adressée aux organisations qui, elles aussi, y participent.

La discussion sur la nécessaire opposition de gauche au gouvernement est, cette fois encore, au cœur du débat. Il est indispensable que nous la portions dans toute sa dimension et ses implications, tant sur le terrain des mobilisations que sur les réponses aux politiques d'austérité ou l'alternative politique. « Changer de cap » ou construire une opposition ouvrière et populaire, la question est posée à toute la gauche sociale et politique. Les nouvelles attaques que préparent le gouvernement contre les retraites, comme la nécessaire lutte contre l'extrême droite, lui donnent toute sa pertinence. Mettre en échec ces attaques implique de préparer un affrontement avec le gouvernement, en travaillant à rassembler les



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

travailleurs et leurs organisations. Y contribuer est le sens de notre participation aux Assises. Nous serons présents, le matin, à deux tables rondes, « Quelles ruptures démocratiques, quelle république ? » et « Retraites : vivre plus longtemps,

faut-il travailler plus longtemps ? ». À 13 h 30, Christine Poupin participera à la plénière « Quelle politique alternative à l'austérité pour la France et l'Europe ? ».

Yvan Lemaitre

1. www.assises16juin.fr

Le retour à l'équilibre budgétaire promis par Hollande (2017) nécessite 60 milliards d'économies, et « la fusion des petites communes (...) permettrait de supprimer des doublons, et avec eux 120 000 fonctionnaires territoriaux » (selon le journal *L'Expansion*). Cet acte III accentuerait le développement des inégalités face à l'État. Pour la CGT, ce serait « le franchissement d'un nouveau cap dans la concentration des richesses et des lieux de décisions, au service des impératifs de la compétitivité et des intérêts du grand patronat ». Ainsi, la « territorialisation » prévue par les mesures Peillon (et combattues par les enseignants) sont étroitement liés à l'Acte III...

Enfin, l'établissement de super-métropoles fragiliserait tous les statuts nationaux, dont celui de la fonction publique territoriale.

Pas si simple...

La mise en œuvre de cet acte III s'avère plus complexe que prévu. Le contexte de diminution des crédits alloués aux collectivités locales (-3 milliards pour 2014/2015, -1,25%) a abouti à d'innombrables contradictions et protestations d'élus locaux. En conséquence le projet initial

DÉCENTRALISATION Des principes inacceptables

Après les lois de 1982 et 2004, l'acte III de la décentralisation est un élément clé de la politique du gouvernement. L'idée est d'assurer la prééminence à des « métropoles » (les principales grandes villes) en matière administrative, pour permettre une réduction significative des dépenses publiques.

de Lebranchu, la ministre de la Fonction publique, a été scindé en 3 parties en avril.

Le premier projet, en cours d'adoption, concerne les métropoles. Il serait suivi par un projet de loi « rééquilibrant » les responsabilités entre départements et régions au profit de ces dernières. Enfin un projet de loi relatif à l'intercommunalité pourrait être aussi soumis au Parlement.

Après l'Assemblée, le Sénat vient d'adopter le premier projet, non sans l'avoir vidé de l'essentiel de son contenu (les élus UMP choisissant d'affaiblir le gouvernement en mêlant leurs voix à

celles du FdG). Le projet de « Grand Paris » a été retoqué. Pour l'essentiel, subsistent les projets de métropole régionales : Lyon, Lille, Marseille...

Mais concernant les aspects les plus austéritaires et antidémocratiques du projet, le gouvernement ne renoncera pas. Fort de sa majorité à l'Assemblée, il imposerait son texte lors de son retour à l'Assemblée. Pour Paris, une concertation est d'ores et déjà prévue.

Lors des élections municipales, il conviendra de donner à cette affaire l'importance qu'elle mérite.

Pascal Morsu

BURE (55) La mascarade doit cesser

Le jeudi 23 mai à Bure devait se tenir la première des 14 réunions censées inaugurer un débat public relatif au projet d'enfouissement des déchets radioactifs en Meuse. La salle était comble mais le débat n'a pas eu lieu...

Nous étions présents dès 18 heures, aussi bien en dehors de la salle que dedans, bien déterminés, chacun à sa manière, à faire capoter cette mascarade de consultation. Le président de la Commission nationale du débat public (CNDP) n'a pas eu le temps de mentir plus de 5 minutes : des opposants virulents se sont



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

levés pour manifester leur colère contre ces manipulateurs venus nous faire des leçons de démocratie en cherchant à nous faire oublier que 40 000 Meusiens et Haut-Marnais ont déjà dit non à ce « crime contre l'humanité ». La parole est libérée et les interventions révoltées se succèdent avant la reprise enthousiaste de slogans contre ce faux débat.

Débat de dupes

En 2005, ils nous avaient déjà fait le coup du débat public : les opposants à l'enfouissement des déchets y avaient participé loyalement ; le débat avait conclu à la nécessité de leur maintien en surface. Pourtant, en 2006, le gouvernement a retenu l'enfouissement à Bure comme solution. Voilà pourquoi aujourd'hui plus de quarante associations et bien sûr le NPA - bien déterminés à ne pas se laisser duper à nouveau - appellent au boycott actif de l'ensemble des réunions publiques.

La réunion a été d'abord suspendue puis définitivement annulée. Les hiérarques encravatés, qui ne s'attendaient manifestement pas à ça,

croquant sans doute que les 60 millions d'euros qu'ils versent chaque année pour acheter les consciences auraient anesthésié les gens, sont partis par une petite porte dérobée... Autant dire que nous avons fêté bruyamment leur départ, et gaiement nous avons pris le pouvoir symboliquement à la tribune en déclarant le vrai débat ouvert !

La CNDP a reporté les deux réunions suivantes, puis a tenté de désamorcer la mobilisation en invitant les associations à une table ronde. Ils annoncent même vouloir employer la force lors des prochaines réunions. Mais ils ne parviendront pas à éteindre une telle dynamique !

Sylvie et Julia (NPA Meuse)

GRANDE DISTRIBUTION

« Les salariéEs ne sont pas tant mobiliséEs par des discours patronaux qu'immobiliséEs par leurs conditions de travail »

Entretien. Marlène Benquet, sociologue, publie un livre sur la grande distribution. À travers une longue enquête de près de trois ans dans une des principales entreprises, l'auteure montre comment ce secteur a connu de profonds bouleversements au cours des dernières décennies. Du siège de la direction aux caissières des supermarchés, en passant par la principale organisation syndicale, ce regard d'ensemble permet de mieux comprendre le fonctionnement d'une telle entreprise.



Marlène Benquet *Encaisser! Enquête en immersion dans la grande distribution*, La Découverte, 20 euros. Découvrez les premières pages du livre sur le site du NPA

Le groupe de grande distribution que tu as étudié, a profondément été transformé par l'apparition d'acteurs financiers. Comment vois-tu ce processus et ses conséquences?
Depuis une vingtaine d'années en France, on voit se développer une financiarisation importante de l'actionnariat des entreprises. Des entreprises qui étaient jusqu'ici détenues par des actionnaires industriels ou familiaux passent entre les mains d'acteurs financiers, principalement des fonds d'investissement. Les montants investis par les fonds en France ont été multipliés par sept entre 1999 et 2009. La spécificité des fonds, c'est qu'ils achètent les entreprises à crédit, avec deux types de capitaux : des emprunts bancaires remboursés chaque mois et des capitaux prêtés par des investisseurs

institutionnels qu'il leur faut rendre au bout de quelques années en vendant l'entreprise. Leur objectif est donc d'abord de revendre l'entreprise rapidement en réalisant la plus-value la plus importante. De plus, ils ne peuvent supporter la moindre baisse de rentabilité de l'entreprise, qui les met en situation de ne plus pouvoir rembourser leurs emprunts. Les entreprises sont ainsi mises sous tension, et doivent générer le plus de cash possible dans un temps très court.
La grande distribution est l'un des plus gros employeurs en France, pourtant la conflictualité semble assez faible dans ce secteur. Pourquoi?
La grande distribution emploie environ 600 000 personnes en France. Carrefour est le premier employeur privé français, comme

Walmart aux USA. Avec 2,8% de syndiqués, le secteur est l'un des plus faiblement syndicalisés. Il emploie très majoritairement des femmes, d'âge intermédiaire donc souvent en charge de jeunes enfants, avec des horaires de travail très flexibles, autant d'éléments qui rendent difficiles l'organisation d'actions collectives. Cela dit, les choses changent. Depuis le milieu des années 2000, on a vu apparaître les premières journées interenseignes de grèves collectives, une journée d'action a été organisée le 8 avril 2011 au sein du groupe Carrefour, en juillet 2011 au sein du groupe Auchan et en avril 2013 chez Casino. Les organisations syndicales qui privilégiaient la négociation et la coopération avec le patronat, optent de plus en plus pour des stratégies contestataires et sont suivies par les salariéEs.

Tu décris une certaine « adhésion » des salariéEs à leur travail. Sur quoi cela repose-t-il?
Je ne pense pas qu'il soit souhaitable de parler d'« adhésion » des salariéEs aux objectifs de l'entreprise. Ils ne sont pas tant mobilisés par des discours patronaux qu'immobilisés par leurs conditions de travail. Le présupposé du consentement à la domination est très présent dans le champ des sciences sociales ainsi que dans l'extrême gauche, notamment via la notion d'aliénation.
Il me semble plus utile de décrire les dispositifs pratiques mis en place dans les entreprises pour empêcher la contestation. Ce que le patronat cherche à obtenir, ce n'est pas tant l'adhésion des salariéEs que leur travail effectif.
Propos recueillis par Pierre Baton

PRESSTALIS

La lutte a payé

Le 28 juillet 2012, la direction de Presstalis (société commerciale de messagerie de presse ex-Nouvelles messageries de la presse parisienne, NMPP) annonçait un vaste plan de restructuration qui devait toucher l'ensemble des services de l'entreprise et entraîner la suppression de la moitié des effectifs, soit environ 1 200 personnes. Le début d'une longue mobilisation...

Ces mesures comptables n'avaient pour objectif que de casser les conventions collectives en externalisant une grande partie de la charge de travail aujourd'hui dévolue à Presstalis. Les conséquences d'un tel plan auraient laissé rapidement apparaître une distribution à plusieurs vitesses, les gros éditeurs pouvant assurer des coûts de distribution importants, et les petits ultra fragilisés et dans l'incapacité d'être correctement distribués sur tout ou partie du territoire. Un plan comptable donc, mais aussi un danger pour la démocratie.
Le plan de départ prévoyait pour l'Île-de-France une externalisation totale des services départ, export, publications de niveau 1 et 2 (dépôts et diffuseurs) et fermeture de deux établissements traitant les courtines et les hippiques.
Ainsi, pour le siège, devait être imposée l'externalisation partielle de certaines activités, alors que pour

la province était prévu le démantèlement total sur un plan régional des 19 sociétés d'agence et de diffusion, avec également l'externalisation des publications et la fermeture de certains dépôts Soprocom.
Rien n'est réglé
Après 8 mois d'un conflit extrêmement difficile et largement suivi, après d'âpres négociations, un accord a finalement été trouvé. Il y aura finalement deux centres pour l'Île-de-France, Bobigny et Champigny, avec le traitement des publications de niveau 1 et 2 ainsi que la totalité de l'export, des hippiques, et enfin la récupération de 118 diffuseurs (les vendeurs). C'est ainsi 301 emplois « non contraints » qui devraient disparaître (avec le non-remplacement des plus anciens) et le maintien du reste des effectifs dans l'emploi pour les plus jeunes.
Tout cela fut possible grâce à la détermination des salariéEs de Presstalis et des imprimeries de presse (syndicat

du Livre CGT). De nombreuses personnalités politiques se sont aussi montrées solidaires de la lutte des salariéEs de Presstalis, comme Olivier Besancenot ou Marie-George Buffet. Cependant, l'avenir de la presse papier reste précaire. Les aides destinées à la presse vont être le prochain gros dossier à traiter par la profession. Bien que profitant allègrement aux éditeurs les plus riches, ces subventions sont indispensables au développement industriel (imprimerie, distribution), et

c'est vers le développement des outils numériques que des millions d'euros devraient être réaffectés. Quid du support papier dans les prochaines années (et des 15 millions de lecteurs de quotidiens par jour)? Va-t-on vers la fin de la loi Bichet de 1947 et la casse des statuts des salariéEs de la presse?
Le dossier de la presse et la question démocratique qu'elle pose restent très largement ouverts. Nul ne doute que la bagarre va être très rude.
Olivier Maury et Erwan Bikou

MICHELIN

Un patron gonflé!

À la mi-mai, Jean-Dominique Sénard, nouveau patron de Michelin, avait exclu toute fermeture de site ou de réductions de postes. « Le sujet ne se pose pas aujourd'hui », avait-il assuré. « L'erreur serait de quitter aujourd'hui nos territoires traditionnels ». Et pourtant...

C'est avant la réunion du comité central d'entreprise prévu pour mercredi 12 juin, que le groupe a officialisé lundi 10 juin la fin de l'activité poids lourds du site de Joué-lès-Tours pour 2015. Le prétexte est toujours le même : mise en péril de la compétitivité. Pourtant l'an dernier, ses bénéfices ont progressé de 24,5% à 2,4 milliards d'euros. Cela impliquerait la suppression de 700 emplois sur les 930 du site. Et les discours sont toujours les mêmes : plan de sauvegarde exemplaire, pas de licenciements secs, reclassements, mutations volontaires, blablabla...
D'ailleurs les salariéEs de Joué-lès-Tours savent ce que valent les promesses de Michelin. En 2009, un premier plan social avait touché l'usine avec 340 suppressions de postes et à l'époque la direction de Michelin estimait possible de relancer le site et visait une production de 1 million de pneus par an...

Mettre en commun les colères
Pour le syndicat CGT comme pour les salariéEs, la réalité est tout autre. 300 travailleurEs ne seront vraisemblablement pas reclassés et resteront sur le carreau. Ce ne sont pas les déclarations de Moscovici qui rassurent : « Évidemment, j'ai une pensée particulière pour les salariés. Évitez les dérapages. Il s'agit de décisions annoncées pour 2015, il y a du temps encore pour la concertation ». Cette allusion à des « dérapages » vise-t-elle les liquidations d'emplois de Michelin ou les possibles blocages de la production évoqués par les syndicalistes? De Goodyear à PSA, nous avons eu des aperçus du sens de ces menaces.
Chaque jour, ce sont des centaines de liquidations d'emplois qui sont annoncées : Groupama (800), Ricoh (330), Société Générale (700), Air France (1 000), etc. Plus que jamais, des initiatives doivent être prises pour mettre en commun les colères, des mobilisations pour interdire les licenciements, pour partager le travail entre toutes les mains disponibles.
Robert Pelletier

VIRGIN

Liquidés mais toujours mobilisés

Les événements se sont accélérés ces dernières semaines pour les 1 000 salariés de Virgin. Le 8 avril dernier, le verdict concernant les offres de reprise tombait : rien ou presque à part une offre de reprise concernant 11 magasins et 285 salariés de la part de l'enseigne Rougier Et Plé, spécialisée en matériel d'arts plastiques... La direction et l'administrateur judiciaire ont quant à eux annoncé la mise en place d'un méga plan social.

Pour autant, beaucoup de salariéEs ne se résignent pas. Forts du résultat de la mobilisation du 23 mai dernier qui avait permis d'arracher un million supplémentaire à Butler, leur actionnaire de référence, ils se sont de nouveau mobilisés.
Le rideau n'est pas encore tombé
En provenance d'une dizaine d'établissements, y compris de province, ils se sont retrouvés ce lundi devant le magasin des

Champs-Élysées pour envahir à 300 le siège de la DRH de Lagardère, l'actionnaire historique. Une délégation a rencontré des représentants du groupe qui se refuse à abonder le plan social... alors même qu'il déclare en avoir les moyens!
La bataille pour la mise en place d'un PSE décent se poursuit : suite à la mobilisation, le montant a déjà été porté à 8 millions d'euros, les syndicats réclamant 15 millions. Des occupations de plusieurs magasins,

dont ceux de Barbès et des Champs-Élysées pour Paris, ont débuté ce mardi (les rideaux devant tomber vendredi soir) pour arracher davantage auprès de la liquidatrice judiciaire.
Une nouvelle mobilisation est prévue le lundi 17 juin au matin devant le magasin des Champs-Élysées puis l'après-midi au tribunal de commerce qui prononcera alors la liquidation. En attendant, c'est la rage au cœur que la lutte se poursuit.
Correspondant



Les comités en action!

Alençon (61) Droit de vote pour touTEs!

Un collectif UniEs contre l'immigration jetable / Réseau éducation sans frontière s'est constitué, regroupant plusieurs organisations. Nous avons organisé 6 parrainages. Après beaucoup d'énergie dépensée et de longues heures à manifester devant la préfecture, deux familles viennent enfin d'obtenir un titre de séjour. Il ne reste plus qu'à regrouper plusieurs centaines d'euros pour payer les papiers. Le collectif s'est engagé dans la campagne Droit de vote 2014. La réforme était au programme du PS aux présidentielles mais l'heure est encore aux reniements. Le collectif (sans le PS mais avec la LDH) a donc invité vendredi 5 juin Olivier Le Cour Grandmaison, spécialiste de la question coloniale et républicaine. Il s'est élevé contre la vision mythique d'une France terre d'accueil, qui fait pourtant de l'autre un être à rejeter en raison de ses origines, de sa culture ou de sa religion. Stigmatisation des immigrés, racisme, islamophobie, nationalisme : voilà les conséquences de cette République que l'on agit comme un hochet, a-t-il conclu.

Auch (32) «N'inschistez pas»! C'est le nom du festival qui s'est tenu le 2 juin. Le débat sur les énergies fossiles et/ou la transition énergétique a été suivi par quelque 80 personnes. À la tribune, des représentants d'organisations dont le NPA sont venus expliquer leur point de vue sur la question de la transition énergétique.

Tout le monde s'accorde pour dire que les énergies fossiles vont être de plus en plus rares et que continuer à consommer de plus en plus d'énergie n'est pas réaliste. «Les clignotants sont au rouge». Par contre, les solutions divergent, notamment avec ceux qui pensent pouvoir réformer le système en adoptant des solutions locales pour de petits projets (EÉLV). Pour le NPA, la relocalisation de la production au niveau local ne va pas être suffisante sans s'attaquer au capitalisme mondial. D'autres intervenants ont aussi montré les limites des solutions individuelles. La solution passera par un changement de notre façon de vivre, un retour aux biens partagés, une remise en cause du pouvoir des multinationales, une évaluation des besoins et une appropriation de la production par les travailleurEs et les consommateurs.



Toulouse La fête du NPA 31. Dans la foulée de la manifestation antifasciste de l'après-midi, le NPA 31 organisait sa fête samedi 8 juin. Fête «petit format» organisée au local du NPA, en l'absence de salle disponible. Une centaine de personnes étaient présentes, militantEs et sympathisantEs du NPA, mais aussi représentantEs d'Alternative libertaire, d'OCML-Voie prolétarienne, de la FASE ou encore du collectif BDS.

Après une projection du film *Debtocracy*, le débat a été introduit sur la mobilisation populaire en Turquie et l'assassinat de Clément Méric. Alain Krivine a ensuite exposé la situation politique et les réponses apportées par le NPA face à la crise du capitalisme et ses politiques d'austérité, ainsi que la montée de l'extrême droite.

Le débat a ensuite permis d'échanger sur cette situation et de rappeler les diverses luttes en cours : grève des cheminots le 13, manifestation santé le 15, la nécessaire construction d'une mobilisation contre la future contre-réforme des retraites, et la coordination de celles et ceux qui voudront aller vers la grève générale. La soirée s'est terminée en musique avec le Bruit qui court, groupe de rock indépendant aux textes engagés et énergiques.

Talence (33) Une rencontre qui en appelle d'autres. À l'initiative du NPA et du FDG, une réunion sur la défense du service public de l'éducation s'est tenue le 4 juin en présence d'une trentaine de personnes. L'occasion de débattre de la politique de casse à l'œuvre par ce gouvernement. Ont été abordés l'aide aux élèves en difficulté, la carte scolaire actuelle, le manque de moyens, etc. Au-delà de nos points de vue divers, il nous a paru indispensable de poser la question du service public sur le territoire communal, de son rôle, de ses moyens, et de la place des usagers. Le débat entre les participantEs a pu dégager des pistes de réflexion et des revendications locales. Il va se poursuivre dès la rentrée, car à Talence, les fermetures de services publics se multiplient : gare, Pôle emploi, Sécu, bureaux de poste... Cette rencontre nous a permis un premier échange dans l'optique de confronter publiquement nos différentes propositions pour, peut-être, présenter une alternative en opposition à la majorité locale et au gouvernement dans le cadre des élections municipales.

Paris 20° Succès de la réunion publique.

Jeudi 6 juin, les comités du 20° organisaient une réunion publique avec Olivier Besancenot : «Hollande, bilan de l'an 01». Une cinquantaine de personnes, dont une trentaine que nous ne connaissions pas encore : une réussite dans un contexte de «collision» tragique avec la mort de Clément, qui mobilisait beaucoup de militants au moment de la réunion publique. Après une intervention générale d'Olivier sur la situation politique et sociale, le débat s'est amorcé. Pourquoi et comment militer? Quels sont les éléments qui entravent la révolte? Pourquoi et comment, dans le même temps, tout peut basculer rapidement? Comment ne pas laisser le champ à l'extrême droite ou à des mouvements politiquement confus? Quel soutien au peuple syrien? Comment les politiques de décentralisation ont renforcé les inégalités et la concurrence entre les territoires? La question de nos rapports au FDG a été posée dans les termes habituels : pour la fin des guerres intestines, pour l'unité. Mais elle ne le fut qu'incidemment et sans pression. À méditer.

Clichy-la-Garenne (92) En fête! Samedi 8 juin, le NPA 92 Nord tenait sa fête annuelle. Elle est traditionnellement l'occasion de se retrouver dans une ambiance chaleureuse entre militantEs, sympathisantEs ou curieux. Cette année, près de 90 personnes y ont participé. Avant les festivités, a eu lieu une table ronde sur la guerre au Mali. Puis, une centaine de personnes ont ensuite assisté au meeting avec Olivier Besancenot, mais aussi un militant grec et des militants du NPA. Les intervenantEs ont rendu hommage à la mémoire de Clément et à son combat. Il est grand temps de s'opposer aux mesures d'austérité mises en place par ce gouvernement, des dégradations sociales qui font le lit de l'extrême droite. Sur le 92, un collectif unitaire regroupant de nombreuses organisations politiques et syndicales vient d'ailleurs de se réactiver pour préparer la bataille sur les retraites.

Les discussions se sont poursuivies autour d'un repas convivial. Enfin, le rappeur Kash Léone, ouvrier à PSA a regonflé tout le monde à bloc. On lâche rien, le combat continue.

Poitiers (86) Une journée anticapitaliste.

Annulation de la dette, sortie du nucléaire, démocratie réelle... Voici quelques thèmes abordés lors de la Fête du NPA 86 samedi 8 juin. Entre 30 et 50 personnes y sont passées, ou ont assisté au débat avec les autres forces de la gauche non gouvernementale, sur la question de l'alternative à l'austérité. Nous avons pu constater des désaccords avec nos camarades communistes, notamment sur la question du PS. Cependant, des points positifs sont aussi sortis du débat, notamment une ambition partagée de s'opposer à la politique austéritaire du gouvernement. Avec les camarades du PG et de la GA, nous avons en revanche des approches semblables vis-à-vis de l'indépendance politique, tout en ayant une

En campagne

RENCONTRES INTERNATIONALES DE JEUNES

Une campagne de solidarité financière

Depuis plusieurs années, plus d'une centaine de jeunes militantEs et proches du NPA participent aux Rencontres internationales de jeunes (RIJ). C'est une semaine de rencontre entre militantEs, sympathisantEs et curieux de toute l'Europe et au-delà (Palestine, Mali, Venezuela, Mexique, Etats-Unis, Philippines...).

Des débats, des commissions, des meetings, des formations, des fêtes ont lieu tous les jours. Cette année, les discussions porteront sur les résistances aux politiques d'austérité, la construction d'un mouvement antifasciste large avec une journée spécifique sur cette question et la stratégie pour changer le monde, en finir avec le capitalisme.

Nos luttes n'ont pas de frontières

Née à partir d'une idée de Daniel Bensaïd, les RIJ sont une expérience unique permettant de faire se rencontrer des centaines de jeunes révolutionnaires. C'est une initiative utile à tous ceux qui refusent cette société d'injustice et de misère, qui veulent lutter pour construire un autre monde débarrassé de l'exploitation et des oppressions.

Les 30^e Rencontres internationales de jeunes se tiendront cette année en Grèce. Laboratoire des politiques capitalistes pour faire payer la crise aux jeunes et aux travailleurs, c'est aussi l'endroit de celles et ceux qui depuis plusieurs années s'organisent et résistent contre l'austérité. La tenue des RIJ dans ce pays est donc aussi le moyen de montrer que la population grecque n'est pas isolée dans son combat, qu'au contraire nos luttes n'ont pas de frontières.

Une souscription internationale

Coût des transports en hausse, pouvoir d'achat en baisse... À l'heure de l'austérité généralisée, les obstacles financiers pour organiser ce type d'échéance sont de plus en plus nombreux. C'est pourquoi nous faisons appel à la solidarité financière internationale de toutes et tous pour pouvoir organiser ces rencontres. Lancée dans plusieurs pays d'Europe, une souscription lancée dans plusieurs pays d'Europe doit permettre l'organisation des RIJ. Une campagne internationaliste concrète,

pour montrer que ce ne sont pas les difficultés liées aux politiques de rigueur qui nous empêcheront de nous réunir par-delà les frontières pour renverser ce système! Avec cet argent, c'est donc un pas vers la solidarité internationale de ceux d'en bas qui se construira. Nous avons besoin de vous tous.
Danny Dhan

Pour souscrire, chèque à l'ordre de «NPA souscription» à envoyer à NPA-jeunes, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil ou en ligne : www.npa2009.org/souscription
Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 66% de leur montant dans la limite de 20% du revenu imposable.



stratégie différente.

La journée s'est conclue par deux interventions. D'abord sur la question de l'extrême droite, et plus particulièrement sur la mort de Clément Méric. Puis Christine Poupin, notre porte-parole, qui a su mettre en avant notre programme d'urgence.

Succès des manifestations contre le gaz de houille. Les manifestations organisées par les collectifs de Martel, Brive et Sarlat ont été un franc succès puisqu'elles ont réuni entre 3000 et 3500 personnes.

À Brive (19), nous étions un peu plus de 2000. Certains venus de très loin : Alsace et Gers. Une manifestation très dynamique avec beaucoup de jeunes et des interventions combatives. Des «No Gazaran» repris très forts et poings levés rythmaient la marche. Des farandoles étaient aussi de la partie. Beaucoup se disaient, au vu des dernières déclarations de certains parlementaires, du Medef et des pétroliers, que la lutte allait continuer. On disait aussi qu'il faudrait faire fonctionner la société autrement. Une adresse à François

Hollande a été lue, lui demandant d'entendre «la clameur de notre refus et notre cri de résistance».

À Sarlat (24), nous étions un millier. Après un meeting, les participants sont partis en manifestation et chaîne humaine dans les vieilles rues de Sarlat. De nombreux tracts distribués aux touristes.

Le succès de ces manifestations ne fait que renforcer la détermination du refus du «Permis de Brive». Jeudi 13 juin, les collectifs sont reçus par le préfet coordonnateur de Dordogne.

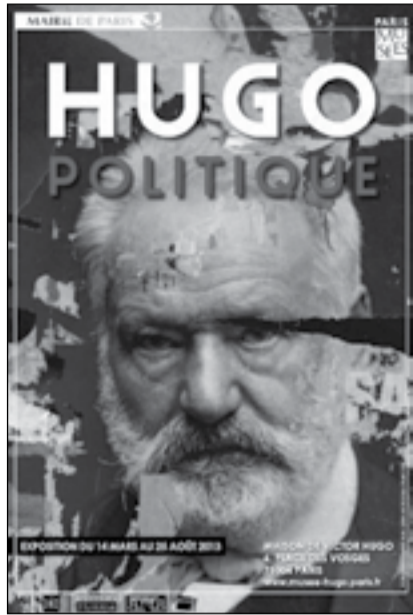


EXPOSITION

«Si le radical c'est l'idéal, oui je suis radical»

Illustrant un sujet largement connu, «Hugo politique», la nouvelle exposition de la Maison de Victor Hugo à Paris (jusqu'au 25 août) n'est pourtant pas dépourvue de surprises, grâce au souci des organisateurs d'en présenter toutes les facettes.

De son vivant comme ensuite, Hugo a-t-il dû l'essentiel de sa gloire à son génie poétique et théâtral ou à sa quête obstinée, narcissique même, de l'approbation publique qui lui fit multiplier les déclarations politiques, depuis ses premières publications jusqu'à ses derniers écrits? Ou bien l'un ne pouvait-il aller sans l'autre, compte tenu des circonstances qu'il eut à affronter dès l'enfance, entre sa mère «vendéenne» mais voltairienne, amante d'un officier conspirant contre Napoléon, Lahorie, précepteur (sinon père putatif) du jeune Victor, et son père ancien «soldat de la République» devenu «général comte» et goûtant avec sa maîtresse aux fastes des palais



impériaux? Ces vieux débats, l'exposition et le livret qui l'accompagne se gardent de les relancer mais en fournissent l'essentiel des pièces avec une honnêteté appréciable en ce lieu voué au culte du «grand homme».

Postures et virages...

Si peu avertis que les visiteurs (jeunes surtout) soient des postures politiques changeantes adoptées par Hugo au cours du «siècle des révolutions», ils pourront aisément en saisir les virages, les principaux enjeux et le retentissement, notamment grâce à de très nombreuses caricatures de presse choisies pour les illustrer. «Un changement de front. Un grand Poète d'État, poursuivi par la peur des Jésuites et de l'Inquisition, se sauve sur la Montagne», c'est ainsi que le grand discours de janvier 1850 contre la loi Falloux et l'enseignement confessionnel est comiquement résumé par Quillenbois (1821-1867), dessinateur dont le parti versaillais saura réutiliser les planches anti-hugoliennes même après sa mort, quitte à en modifier les légendes. Un autre de ses dessins de 1850 fut pourvu de ce commentaire en 1871: «Victor Hugo n'a ni moralité politique, ni science politique, ni idées politiques: il annonce trois ou quatre phrases sur l'abolition de la peine de mort, sur la haine des prêtres et la grande âme du peuple; voilà tout son bagage oratoire. Il a admis la légitimité de la Commune et a offert sa demeure aux survivants de

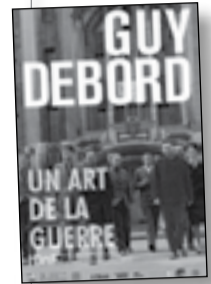
la lutte; il n'a de tendresse que pour les assassins et que de l'indifférence pour les assassinés»

Propagande trompeuse sur les positions du poète («Je suis pour la Commune en principe et contre la Commune en application») mais propagande opiniâtre et parfois haineuse, dont les histoires de la littérature et des révolutions font trop rarement mention comme formant le bruit de fond contre lequel les voix d'Hugo et d'autres eurent à lutter. L'«humanitarisme» puis le «socialisme» dont il se réclama à la fin de sa vie laissent beaucoup à désirer, par leurs silences ou leurs affirmations quelquefois insupportables de paternalisme ou de colonialisme que les documents présentés ne laissent pas dans l'ombre, et c'est peut-être aussi du fait de ces ambiguïtés que les orateurs de ce pays cherchent périodiquement à retrouver des «accents hugoliens». Reste que le parcours retracé par cette exposition offre une leçon à la fois d'histoire et de politique, le rôle que s'était donné Hugo d'abord sur un mode fantasmagorique et théâtral («Bon appétit Messieurs...») l'ayant finalement amené aux réalités et au combat.

Gilles Bounoure

EXPOSITION

GUY DEBORD,
UN ART DE LA GUERRE
BNF François Mitterrand jusqu'au
13 juillet, sauf lundi
et jours fériés. Entrée 7 euros



Paris, 1953, au fond de la rue de Seine, un jeune homme écrit sur un mur en hautes lettres: Ne travaillez jamais! Guy Debord n'a

jamais travaillé. Il a beaucoup marché dans les rues de Paris, bu certainement plus que d'autres et a surtout développé dans ses œuvres, écrites ou filmées, les armes théoriques d'une critique sans concession de la société moderne. Son œuvre, son regard et sa pratique sont constamment au centre d'un dispositif qui présente, époque après époque, les travaux collectifs et individuels de ceux qui unirent leurs efforts pour concevoir une société à leurs yeux moins absurde que le système d'une économie capitaliste marchande, alors en plein essor.

Michel

ESSAI

L'ENFER VERT. UN PROJET PAVÉ DE BONNES INTENTIONS, SUIVI DE: CRITIQUE DE LA PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE, Tomjo, éditions L'échappée, 9 euros.

L'écologie technocratique signe la fusion croissante entre la politique écologique et le pouvoir de la classe experte.

À partir de l'exemple de Lille Métropole, 110 hectares de béton en centre ville, Tomjo montre comment le piège d'un «vivre mieux» urbain s'est refermé sur les Lillois, identifiés et pistés grâce aux puces RFID de leurs cartes de transport. Planification, centralisation, alibi technologique et abandon progressif de leurs combats par les écologistes illustrent «l'option technofasciste sur la voie de laquelle nous sommes déjà plus qu'à moitié engagés», comme l'annonçait André Gorz dès 1977.

Catherine Segala

Essai

THÉORIE DU DRONE DE GRÉGOIRE CHAMAYOU

La Fabrique éditions, 2013, 14 euros.



Le Drian le drone... À l'heure où le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian commande urgemment des drones aux États-Unis, ce livre tombe à point nommé. La Théorie du drone interroge comment les États-Unis tentent de faire passer cette arme pour une arme humanitaire, alors que c'est un instrument de chasse. Grégoire Chamayou, dans sa précision langagière – il a des formules foudroyantes telles qu'en avait Debord – retoque les généraux et nomme ce caméscope équipé de missiles, une «arme humilitaire», un engin meurtrier manquant des vertus militaires connue jusqu' alors.

Le soldat tue à distance avec le drone. Il tue aussi le guerrier. Il abat ce qu'il reste de bravoure ou d'héroïsme dans la guerre. Un hérosisme purement psychique est né? Des traumas de joueurs de Playstation sont envoyés comme des leurres dans l'espace médiatique. Chamayou balaye tout ça d'un revers philosophique. Il ne raille pas les archontes, il les défie en assemblée comme un démocrate. En face, fi des Périclès, il ne reste que des bouchers fêrus de technologie et des stratèges malades de leur opinion publique... Car voilà l'enjeu, ne pas perdre un homme au combat. Comme Voltaire le constatait: «Quiconque était riche devint presque invulnérable à la guerre». La mort et le meurtrier ne seront plus échangés de part et d'autre.

Si vous avez la malchance de vivre au Yémen ou au Pakistan, et d'avoir une forte pilosité, il se peut que vous entendiez le bourdon du Predator et, si l'opérateur installé au Nevada le décide, un missile déchire votre existence. Parole de pilote: «C'est comme un jeu vidéo. Ça peut devenir un jeu sanguinaire, mais c'est cool, putain.» Économiste, humanitaire, et écologique n'est-ce pas? Le drone n'est pas à proprement parler une arme de guerre mais une arme de chasse internationale, une super pétoire pour un gibier mondial. «La chasse ne se définit pas comme une lutte à mort, mais comme une mise à mort repoussée dans le temps» (dans le livre précédent de Grégoire Chamayou, les Chasses à l'homme, La Fabrique, 2010).

Christophe Goby

librairie
la-breche.com

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax: 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture:
Lundi: 14h – 20h,
mardi au samedi:
12h – 20h

DVD

LA COMMISSAIRE DE ALEXANDRE ASKOLDOV

D'après un récit de Vassili Grossmann. Éditions Montparnasse. 20€



Guerre civile, entre 1918 et 1920, l'Armée Rouge pénètre dans une petite ville d'Ukraine. Klavdia Vavilova, une jeune femme commissaire politique, ordonne l'exécution d'un déserteur avant de défaillir. Elle est enceinte et demande au capitaine la permission de quitter le régiment pour accoucher. Celui-ci se montre embarrassé car la situation militaire n'est pas bonne pour l'armée révolutionnaire. La jeune femme trouve refuge chez un artisan juif très pauvre, père de six enfants. Cette famille, qui n'est pas vraiment impliquée dans la guerre sinon pour échapper aux pogroms menés par les «Blancs», va tout faire pour prendre soin de la mère puis de l'enfant.

La «commissaire» découvre une autre vie que celle de la guerre. Une vie de petits riens, de peines et de joies où la générosité irrigue la vie quotidienne. Nous apprendrons la mort au combat du père de l'enfant. Mais la guerre se rapproche et la présence de la commissaire dans la famille met cette dernière en danger de mort. Klavdia s'arrache à ce cocon pour reprendre la guerre en rejoignant l'armée révolutionnaire. La suite n'est pas dans le film mais on la connaît. Les «blancs» seront défaits mais pas l'antisémitisme russe et ukrainien. La conclusion se jouera en 1941 dans le même village avec le génocide perpétré par les nazis. Askoldov aurait aimé en parler mais il n'a pu réaliser que ce film magnifique. Interdit par la censure de la bureaucratie soviétique pour «sionisme»! Un film de 1967, redécouvert en 1988 et récompensé au festival de Berlin de cette même année.

Sylvain Chardon



S'abonner à Tout est à nous!

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à: NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

<p>Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre</p> <p>Jeunes/chômeurs précaires <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre</p>	<p>Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre</p> <p><input type="checkbox"/> 19 € par trimestre</p>	<p>Désignation du compte à débiter</p> <p>CODE ÉTABLISSEMENT _____</p> <p>CODE GUICHET _____</p> <p>N° DE COMPTE _____</p> <p>CLÉ RIB _____</p> <p>Date: _____</p> <p>Signature: _____</p>
<p>J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par:</p> <p>ORGANISME CRÉANCIER: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) - 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex Numéro spécial d'émetteur: 554755</p>		<p>Titulaire du compte</p> <p>Nom: _____</p> <p>Prénom: _____</p> <p>Adresse: _____</p> <p>Code postal: _____</p> <p>Ville: _____</p> <p>Mail: _____</p>
<p>Établissement teneur du compte</p> <p>Banque: _____</p> <p>Adresse: _____</p> <p>Code postal: _____</p> <p>Ville: _____</p>		<p>Par chèque, à l'ordre de: NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex</p>

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

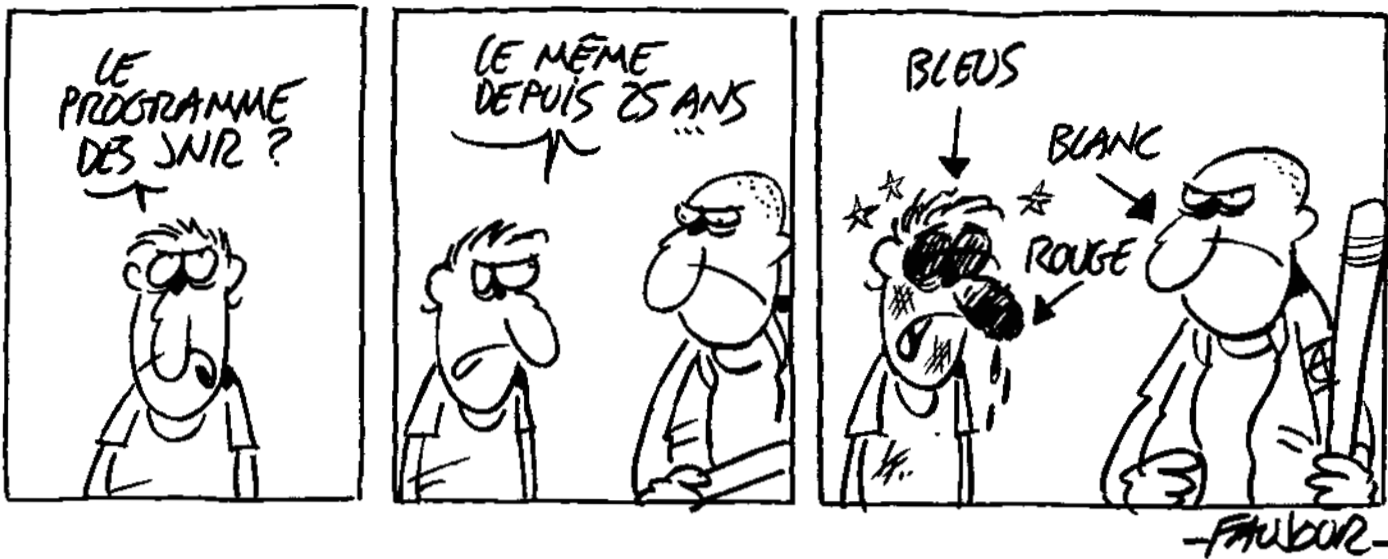
Hebdo <input type="checkbox"/>	6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	1 an <input type="checkbox"/> 56 €
Mensuel <input type="checkbox"/>	6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	1 an <input type="checkbox"/> 44 €
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/>	6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	1 an <input type="checkbox"/> 100 €

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo <input type="checkbox"/>	6 mois <input type="checkbox"/> 20 €	1 an <input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/>	6 mois <input type="checkbox"/> 38 €	1 an <input type="checkbox"/> 76 €

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail: diffusion.presse@npa2009.org



Le chiffre

240 000 €

C'est le montant de la rallonge du budget communication pour le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes votée par le Conseil général de Loire-Atlantique le jeudi 6 juin. Cette somme s'ajoute aux 300 000 euros déjà dépensés pour le premier "plan média". Plus de 500 000 euros pour faire la publicité d'un grand projet inutile...

HÔTEL-DIEU (PARIS)

Aucun hôpital n'est épargné

Lors de la manifestation nationale du samedi 15 juin, salariéEs et usagers diront non à l'offensive contre le droit à la santé et à la Protection sociale. À Paris, l'Hôtel-Dieu symbolise cet acharnement des gouvernements à vouloir casser les hôpitaux publics.

Créé en 651 et situé dans le centre de Paris, l'Hôtel-Dieu offre un large choix de structures de soins aux 370 000 personnes des arrondissements proches et à des centaines de milliers de touristes. Jean-Marie Le Guen, le président du conseil de surveillance de l'Assistance publique des hôpitaux de Paris (AP-HP) et adjoint PS au maire de Paris, a annoncé sa transformation en «hôpital debout», c'est-à-dire sans lit!

Question d'argent...
Des services ont déjà été fermés, d'autres sont programmées, celle des urgences est par exemple annoncée pour le 4 novembre prochain. Les 90 000 patientEs qui y consultent chaque année devront se présenter dans un des neuf autres services d'urgence de Paris totalement engorgés, l'attente des patientEs pouvant durer jusqu'à dix heures. Dans une lettre à Le Guen, le chef de service des urgences de l'hôpital Bichat décrit les conséquences: «laisser sur le tapis des patients qui auraient dû être admis à l'hôpital (...), pourrir la vie des équipes d'urgentistes (...), ne pas répondre en temps et en heure aux besoins de la population». En réponse, Marisol Touraine annonce créer des «gestionnaires de lit d'aval» «pour désengorger les urgences et orienter les patients»!
Pour l'AP-HP, il s'agit d'un gros enjeu financier. Elle veut vendre son siège situé dans ce même quartier et transférer les personnels administratifs à l'Hôtel-Dieu, où ils côtoieraient un dispensaire, des écoles d'infirmières et de chirurgie, et un musée. Mais l'opposition à ce projet se développe, des élus protestent, et un comité de défense regroupe des agents du personnel, notamment des médecins urgentistes, des syndicats, et des partis politiques dont le NPA.
S. Bernard
Manifestation nationale du samedi 15 juin à 13 heures
Place de la Bastille à Paris



Toutes ensemble contre l'austérité

PHOTO THÉRIQUE ROUGE/IMB

Dimanche 9 juin avait lieu à Paris la marche des femmes contre les politiques d'austérité. Le NPA et sa porte-parole Christine Poupin y était présentEs, notamment pour dénoncer les effets de l'ANI sur le travail des femmes et la dégradation continue des services publics.

“ NO COMMENT ”

Ça aurait pu être l'inverse (...)
C'est lui qui est allé les provoquer, et il a perdu

ÉRIC ZEMMOUR samedi 8 juin sur iTélé, à propos de la mort de Clément Méric ”

ALLOCATIONS FAMILIALES

Aide ou droit social ?

Le gouvernement n'a finalement pas choisi de diminuer les allocations familiales en les mettant «sous condition de ressources». C'est une bonne nouvelle, mais sans doute pour de mauvaises raisons: la peur d'une nouvelle mobilisation en faveur de «la famille», ce lobby réactionnaire qui est descendu dans la rue pour s'opposer au «mariage pour tous».

Présentée comme une mesure de «justice sociale» destinée à réserver les aides à ceux qui en ont besoin, la mise sous condition de ressources aurait constitué une atteinte au principe d'universalité de la sécurité sociale instituée en 1945. En fait de «faire payer les ménages les plus aisés», elle aurait frappé les ménages gagnant deux salaires moyens.
En réalité, cela aurait d'abord été un énorme cadeau aux véritables riches, c'est-à-dire aux patrons et aux actionnaires, sous forme d'une nouvelle baisse des cotisations sociales. En effet, ce sont les cotisations dites «patronales» qui servent à financer les allocations familiales. Le soi-disant «déficit» actuel de la «branche famille» est dû à des exonérations de cotisations patronales pour «diminuer le coût du travail», ainsi qu'au chômage.

Revalorisation et réforme fiscale
Les allocations familiales ont pour but d'aider les familles par rapport aux charges et frais relatifs aux enfants. Il est donc légitime de disposer des mêmes ressources pour le faire, et cela dès le premier enfant. Le gouvernement a finalement choisi de diminuer le plafond du quotient familial: celui-ci est une mesure profondément injuste diminuant l'impôt sur le revenu en fonction du nombre d'enfants. La moitié de la population qui ne paie pas l'impôt sur le revenu, n'en bénéficie pas.
La mesure gouvernementale est loin d'être suffisante. La solution serait une revalorisation substantielle des allocations familiales pour tous, accompagnée d'une réforme fiscale, supprimant les impôts indirects et instaurant un impôt sur le revenu beaucoup plus progressif, taxant fortement les hauts revenus.
Agathe Hugue

JUSTICE Beau printemps pour les flics

Alors que le juge d'instruction ne retient pas «l'intention de donner la mort» contre le fasciste qui a tué Clément Méric, le parquet de Pontoise vient de demander la relaxe du flic responsable de la mort de Mushin et Lakhamy, ces deux adolescents de Villiers-le-Bel morts en 2007 lors d'une collision avec un véhicule de police.

L'expertise a pourtant démontré que le véhicule de police roulait trop vite et sans sirène ni gyrophare. C'est ce qui avait provoqué l'inculpation des quatre policiers présents dans le véhicule pour faux témoignage, après un premier non-lieu rendu pour le conducteur. En mars, la juge en charge de l'affaire de faux témoignage a rendu une ordonnance de non-lieu pour les flics.
Dans ce nouveau procès, renversant les responsabilités et méprisant la famille, le procureur de Pontoise a poussé l'indécence jusqu'à demander à la Cour de prendre en compte «l'humanité» du flic «bouleversé» par l'accident.
Deux poids deux mesures
L'autre face de l'impunité judiciaire pour les flics est la répression accrue contre ceux et celles qui la contestent. À Grasse, le 17 juin sera rendu le jugement du procès de Walid et Dorsaf, membres du

comité Abdelhakim Ajimi, pour outrages et insultes envers des policiers en marge d'un rassemblement du comité. 4 et 6 mois de prison avec sursis ont été requis par le procureur contre Walid et Dorsaf... soit la même peine qu'un des flics responsable de la mort d'Hakim!
Amal, la sœur de Amine Bentoumsi, tué d'une balle dans le dos par un flic il y a un an à Noisy-le-sec, doit passer au tribunal ce 11 juin suite à une plainte de Manuel Valls pour diffamation contre la police. Son tort: un clip dénonçant l'impunité policière sur son site intitulé «Urgence la police assassine». Pendant ce temps, le flic qui a tué son frère, mis en examen pour homicide volontaire, a simplement été muté...
Pour que cesse l'hécatombe, on ne peut pas faire confiance à un appareil judiciaire relais des politiques sécuritaires et racistes. Il n'y aura pas d'autre protection que l'auto-organisation de nos quartiers.
Denis Godard

hebdomadaire du Nouveau parti anticapitaliste

Rédaction: 01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org
Diffusion: 01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 6500 exemplaires
Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC). SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication: Ross Harrold
Secrétaire de rédaction: Manu Bichindaritz
Maquette: Ambre Bragard
Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22 - Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®